

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025 - 2026

Secrétariat du Conseil du trésor

Autorité des marchés publics

Centre d'acquisitions gouvernementales

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2025-2026	Sujet de la demande	Nom de la demande 2025-2026
P1-1	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou d'infrastructure technologique Québec).
P1-2	Les 20 plus hauts salariés	En 2024-2025, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.
P1-3	Manquements aux contrats de services Article 28 loi 15	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P1-4	Effectif Ingénieurs	Nombre d'ingénieurs à l'emploi du gouvernement du Québec en 2024-2025.
P1-5	Employés congédiés	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
P1-6	Études rétention des employés	Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2024-2025.
P1-7	Taux d'embauche FP	Pour 2024-2025, nombre et taux d'embauches dans la fonction publique. Ventiler par corps d'emploi.
P1-8	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.
P1-9	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2020-2021 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
P1-10	Actifs radiés en informatique	Pour l'exercice 2024-2025, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.
P1-11	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2024-2025 et coût associés à chacune d'elles.
P1-12	Fonds de suppléance 2023-2024	Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2024-2025.
P1-13	Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux	Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.
P1-14	Ressource externe TI	Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.
P1-15	Évolution ressources internes et externes	Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2024-2025.
P1-16	Prix moyen d'achat - appareils TI	Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.
P1-17	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
P1-18	% utilisation des M/O - offre permanente	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2024-2025.
P1-19	Services partagés obligatoires - réseaux et MO	Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.
P1-20	Contrats octroyés CAG	Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).
P1-21	Organismes et agences; membres C.A.	Pour l'année 2024-2025, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
P1-22	Nombre de demandes d'autorisation - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.
P1-23	Nombre d'autorisations données - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.

P1-24	Nombre d'autorisations refusées - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.
P1-25	Processus de vérification entreprises RENA	Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.
P1-26	Nombre d'autorisations révoquées - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.
P1-27	Délais de traitement - AMP	Pour 2024-2025, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.
P1-28	Plaintes reçues - AMP	Pour 2024-2025, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.
P1-29	Délais de traitement - plaintes - AMP	Pour 2024-2025, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.
P1-30	Interventions, vérifications et enquêtes - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.
P1-31	Suspension ou résiliations - AMP	Pour 2024-2025, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale opposition officielle	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP1-1	DP1-15	Pour l'exercice 2024-2025, veuillez indiquer précisément, et ce par ministère, organisme et entité quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32.
NRP1-2	DP1-23	État de situation et suivi détaillé des différents programmes d'embauche des minorités par l'État québécois.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NRP1-3	DP1-24	Concernant l'accès à l'information: a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 71.
NRP1-4	DP1-13	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP1-5	DP1-14	Coûts associés à des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2024-2025. En fournir la liste et la date de parution.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP1-6	DP1-5	Fournir toute note, analyse ou recommandation sur l'engagement gouvernemental de déplacer 5000 fonctionnaires en région.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP1-7	DP1-19	État d'avancement du projet d'implantation de la norme ISO 37001 – Système de management anticorruption.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP1-8	DP1-20	État d'avancement des projets concernant les délais de paiement dans l'industrie de la construction.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ).

Dépenses 2024-2025

Logiciels	739 323 \$
Matériel	16 207 \$
Services professionnels	8 606 069 \$
- Rémunération interne *	5 700 794 \$
- Contrats externes	2 197 079 \$
- Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN)**	708 196 \$
Projets (Amortissement)	1 507 913 \$
TOTAL	10 869 512 \$

Note : Les dépenses 2024-2025 sont présentées en date du 31 janvier 2025.
Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1^{er} janvier 2022.

*La rémunération interne concerne uniquement la rémunération des ressources de la Direction principale des ressources informationnelles.

** Les activités sont facturées par le Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN), géré par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
 Secrétariat du Conseil du Trésor
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Les 20 plus hauts salariés

En 2024-2025, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
160	160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	187 521	2
		193 434	1
		198 780	1
		205 945	1
		206 352	1
		209 210	1
		212 649	1
		216 179	1
		217 754	6
		228 462	1
		232 001	1
		243 601	1
		281 876	1
		310 063	1
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale			20

Employés assujettis à la LFP.

Données selon la structure de l'exercice financier 2024-2025.

Salaire annuel à la paie 22 (23 janvier 2025).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 - Manquements aux contrats de services Article 28 - LGCE

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Aucun manquement n'a été constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Effectif Ingénieurs

Nombre d'ingénieurs à l'emploi au Secrétariat du Conseil du trésor en 2024-2025

Nombre d'ingénieurs en 2024-2025 ¹ : 10

¹ Données au 31 janvier 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 – Employés congédiés

Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.

Aucun pour le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 6 - Études rétention des employés

Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2024-2025.

Aucune somme n'a été dépensée spécifiquement pour des études sur la rétention des employés en 2024-2025 au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 7 - Taux d'embauche

Pour 2024-2025, nombre et taux d'embauches au Secrétariat du Conseil du trésor. Ventiler par corps d'emploi.

Catégorie d'emploi	2024-2025 (avril à janvier)	
	# d'embauches	Taux d'embauche (%)
Cadre	0	0,0%
Professionnel	51	8,9%
Technicien	5	5,5%
Personnel de bureau	0	0,0%
Total	56	7,3%

Notes

- Embauche du personnel régulier en recrutement du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.
- Pour cette fiche, le taux d'embauche par catégorie d'emploi est calculé ainsi : (nombre d'embauches/moyenne de population par catégorie d'emploi) x 100.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Unités autonomes

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS)	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministère des Transports et de la Mobilité durable

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 9 - Employés groupes visés¹ 35 ans – remboursement déménagement

Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés embauchés membres des minorités visibles et membres des minorités ethniques¹, qui sont des personnes handicapées², des personnes autochtones³ ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2024-2025 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et des minorités ethniques.⁴

a) Le nombre d'employés⁵ ayant obtenu en 2024-2025 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et des minorités ethniques : 3.

Pour le nombre d'employés embauchés membres des minorités visibles et des minorités ethniques, l'information est fournie par la réponse à la demande de renseignements généraux numéro 13b.

* Le terme « groupes cibles » faisait référence à l'objectif gouvernemental d'embauche de membres des groupes cibles qui était auparavant en vigueur. Avec l'adoption du Programme d'accès à l'égalité en emploi 2023-2028 (PAEE) le 28 novembre 2023, ce terme a été remplacé par « groupes visés », qui désigne les groupes reconnus comme étant victimes de discrimination en emploi, soit les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques, les personnes handicapées, les personnes autochtones et les femmes.

¹ Les données des membres des minorités visibles et des membres des minorités ethniques sont colligées séparément, puisque des cibles de représentativité pour chaque groupe sont prévues dans le PAEE.

² Les données des anglophones étaient auparavant colligées dans le cadre de l'objectif gouvernemental d'embauche de membres des groupes cibles, qui n'est plus en vigueur depuis l'adoption du PAEE. Le groupe des anglophones ne fait pas partie des groupes reconnus par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) comme étant victimes de discrimination dans l'emploi et n'est donc pas visé par le PAEE.

³ Le terme « Autochtones » a été remplacé par « personnes autochtones » à la suite d'une recommandation de la CDPDJ.

⁴ La mesure s'adresse aux membres des minorités visibles et des minorités ethniques résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

⁵ Le nombre indiqué fait référence aux demandes de remboursement entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10 - Actifs radiés en informatique

Pour l'exercice 2024-2025, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.

Aucun actif lié aux projets informatiques n'a été radié en 2024-2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2024-2025 et coût associé à chacune d'elles.			
Publications	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Budget de dépenses 2024-2025 (français et anglais)	X	X	65 071 \$
Budget de dépenses 2024-2025 – cahier de presse (français et anglais)	X	X	563 \$
Stratégie québécoise en infrastructures publiques	X	X	424 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 12 - Fonds de suppléance 2024-2025

Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2024-2025.

Le niveau du Fonds suppléance, en budget de dépenses, s'établissait à 17 360,2 M\$ au Budget de dépenses 2024-2025. Ce budget visait notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux au cours de l'exercice financier, celles pour les infrastructures subventionnées ainsi que certaines mesures qui sont annoncées au Budget.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 13 - Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux

Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.

- La stratégie gouvernementale des marchés publics (Stratégie) a été rendue publique le 3 février 2022. Vous pouvez la consulter au <https://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/strategie-gouvernementale-des-marches-publics>.
- Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de cette stratégie.
- Un bilan des 2 premières années de la Stratégie a été réalisé et est disponible : [Stratégie gouvernementale des marchés publics – Bilan de mi-parcours](#)
- La Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) inclut, depuis le 2 juin 2022, une section IV (articles 14.1 à 4.5) portant sur le développement économique du Québec et de ses régions. Les dispositions de cette section accordent aux organismes publics assujettis à la LCOP de nouveaux pouvoirs leur permettant de contribuer à cet objectif. Vous pouvez la consulter au https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/c-65.1#se:14_1.
- Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de ces dispositions législatives et réglementaires.
- Chaque ministère et organisme est responsable de ses acquisitions dans le respect de ces crédits et des orientations gouvernementales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Ressource externe TI

Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.

Somme totale investie pour les services externes en technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données : 1 056 604 \$

Coût horaire moyen des ressources externes : 93,21 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Évolution ressources internes et externes

Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2024-2025.

Ressources internes : 802
Ressources externes : 37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 16 – Prix moyen d'achat - appareils TI

Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 décembre 2024, dans le cadre du regroupement d'achats pour les ministères et organismes, le prix moyen d'un poste de table était de 1 227,77 \$, le prix moyen d'un ordinateur portable était de 1 379,70 \$ et le prix moyen d'une tablette était de 733,39 \$.

Il n'est pas possible de fournir le prix moyen pour les téléphones cellulaires puisque ceux-ci sont offerts gratuitement à l'achat d'un forfait de téléphonie de 24 mois dans le cadre du regroupement d'achats.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

En date du 31 janvier 2025, pour la période financière 2024-2025, 677 organismes publics composaient la clientèle du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Type de clientèle	2024-2025
Ministères et organismes (MO)	149
Réseau de la santé et des services sociaux	137
Réseau de l'éducation	102
Réseau de l'enseignement supérieur	89
Municipalités	200
Total	677

Liste détaillée

MINISTÈRES ET ORGANISMES (MO) ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	CTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	OFFICE D'HABITATION DRUMMOND
AGENCE SANTÉ QUÉBEC	CTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LÉVIS
ASS. PARITAIRE SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL AFF. SOCIAL	CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LONGUEUIL
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL
AUTORITE DES MARCHÉS FINANCIERS	DIRECTEUR GENERAL DES ELECTIONS DU QUÉBEC	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE TROIS-RIVIÈRES
AUTORITE DES MARCHÉS PUBLICS	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	OFFICE QUÉBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC	ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC	OFFICE QUÉBECOIS DE LA LANGUE FRANCAISE
BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT	ENERCYCLE	PARC OLYMPIQUE

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

BUREAU DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE	FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC	PROTECTEUR DU CITOYEN
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES	RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
BUREAU DU CORONER	FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC	RÉGIE DE L'ÉNERGIE
CAISSE DE DEPOT ET PLACEMENT DU QUÉBEC	HYDRO-QUÉBEC	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX
CENTRALE DE CHAUFFAGE S.E.N.C.	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC	RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA CÔTE-NORD	INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE DU QUÉBEC	RÉGIE DU BATIMENT DU QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD	INSTITUT DE TOURISME ET D'HOTELLERIE DU QUÉBEC	RÉSEAU D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES DU QC - RISQ
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE	INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC	RETRAITE QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'OUTAOUAIS	INSTITUT NATIONAL DES MINES	REXFORET
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTRÉAL	INSTITUT NATIONAL EXCELLENCE EN SANTÉ ET SERV. SOCIAUX	SANTÉ QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE QUÉBEC	INSTITUT RECHERCHE ET DEV. EN AGROENVIRONNEMENT (IRDA)	SECRETARIAT À LA CAPITALE-NATIONALE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	INVESTISSEMENT QUÉBEC	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE MAURICIE - CENTRE-DU-QC	MINISTÈRE AGRICULTURE PÊCHERIES ALIMENTATION DU QUÉBEC	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES	MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE	SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE	SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

COMMISSION DE LA CAPITALE-NATIONALE DU QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRES DE QUÉBEC
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC
COMMISSION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE	MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION	SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QC	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE BECANCOUR
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE LA JEUNESSE	MINISTÈRE DES FINANCES	SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU
COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	SOCIÉTÉ DU PLAN NORD
COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORETS	SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE
COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
COMMISSION NORMES, ÉQUITÉ, SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL	MINISTÈRE DU TOURISME	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	MINISTÈRE DU TRAVAIL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS
CONSEIL CRIS-QUÉBEC SUR LA FORESTERIE	MINISTÈRE ENVIRONNEMENT-CHANGEMENT CLIMAT-FAUNE-PARCS	SÛRETÉ DU QUÉBEC
CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE	MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	MUSÉE DE LA CIVILISATION	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS
CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT
CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
CONSEIL DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC	OFFICE DE LA SÉCURITÉ ECONOMIQUE DES CHASSEURS CRIS	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC	OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX		
ACCUEIL DU RIVAGE INC.	CHSLD SAINT-LAMBERT SUR-LE-GOLF	INSTITUT DE RECHERCHES CLINIQUES DE MONTRÉAL
ASS. CAN. PR SANTÉ MENTALE SAGUENAY - ADMINISTRATION	CHSLD WALES INC.	INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE PINEL
ASSOCIATION DES RADIOLOGISTES DU QUÉBEC (ARQ)	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	IUCPQ - INSTITUT UNIV. CARD. ET PNEUM. DE QC - U. LAVAL
BELLE RIVE, VILLA	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	LA CHAMPENOISE, CORP. NOTRE-DAME DU BON-SECOURS
BUANDERIE CENTRALE DE MONTRÉAL	CISSS DE LA CÔTE-NORD	LE MANOIR HARWOOD INC.
C.A. LES CÈDRES	CISSS DE LA GASPÉSIE	MAISON ALBATROS
CARREFOUR PROVIDENCE	CISSS DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	MAISON DES AINE(E)S DE SAINT-TIMOTHÉE INC.
CENTRE BOOTH, ARMÉE DU SALUT	CISSS DE LANAUDIÈRE	MAISON DES TROIS-COLOMBES
CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE-FERRON	CISSS DE LAVAL	MAISON DESJARDINS DE SOINS PALLIATIFS DU KRTB
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.	CISSS DE L'OUTAOUAIS	MAISON JESUS-MARIE, CORPORATION
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ DES CAPITALES	CISSS DES ÎLES	MAISON MARIE-ELISABETH
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ ESTRIE	CISSS DES LAURENTIDES	MAISON MARIE-PAGE
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	CISSS DU BAS ST-LAURENT	MAISON MICHEL-SARRAZIN (LA)
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	CISSS MONTÉRÉGIE-CENTRE	MAISON RENÉ-VERRIER
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ MCQ	CISSS MONTÉRÉGIE-EST	MAISON-MÈRE DES SOEURS DE LA MISERICORDE
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ MTR - GROUPE ALERTE SANTÉ	CISSS MONTÉRÉGIE-OUEST	MANOIR OKA INC.
CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK	CIUSSS CENTRE OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	MANOIR SOLEIL INC.
CENTRE DE SANTÉ TULATTAUVIK DE L'UNGAVA	CIUSSS CENTRE-SUD DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	MANOIR ST-PATRICE INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DU BOISE	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE - SIÈGE SOCIAL	PACT DE RUE

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-FRANÇOIS INC	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	PAVILLON BELLEVUE INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.	CIUSSS DE L'ESTRIE - CHUS	PAVILLON ST-ARNAUD INC.
CENTRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE DE L'OUTAOUAIS	CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	PIGNON BLEU LA MAISON POUR GRANDIR
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CIUSSS MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC - SIÈGE SOCIAL	PLACEMENT M.G.O. INC. - RÉSIDENCE DU BONHEUR
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	CIUSSS NORD DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DU NUNAVIK
CENTRE LE CARDINAL	CIUSSS OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	RÉSIDENCE ANGELICA
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL - CUSM & IR-CUSM	CLINIQUE COMMUNAUTAIRE POINTE-ST-CHARLES	RÉSIDENCE BERTHIAUME DU TREMBLAY
CH KATERI MEMORIAL TEHSAKOTITSEN : THA	CLSC NASKAPI	RÉSIDENCE BON SECOURS
CHIRURGIE DIX30	CONSEIL CRI SSS BAIE-JAMES	RÉSIDENCE CARDINAL-VACHON
CHSLD AGE3 INC	CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT	RÉSIDENCE NOTRE-DAME RICHELIEU
CHSLD BAYVIEW	CORPORATION DE SERVICES MALLET	RÉSIDENCE RIVIERA
CHSLD BOURGET	CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ	RÉSIDENCE SOREL-TRACY INC.
CHSLD BUSSEY	COUP DE MAIN MAURICIE	RRAC - ÉPICERIE COMMUNAUTAIRE LE GARDE MANGER
CHSLD CÔTE-JARDINS INC.	CRSSS DE LA BAIE-JAMES - CENTRE ADMINISTRATIF	RRAC - SERVICE ALIMENTAIRE LA RECETTE
CHSLD DE GRANBY	DIRECTION DES ASSURANCES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ	SANTÉ COURVILLE INC. - INSTITUT WATERLOO
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE	ESPACE LA TRAVERSÉE - LA MAISON D'ESTHER	SANTÉ COURVILLE INC. - LAVAL
CHSLD DE LA RIVE - PRODIMAX	FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.	SERVICES DE LA SANTÉ M.I.C.
CHSLD DE LAVAL	GROUPE CHAMPLAIN - MONTRÉAL	SOLIDARITÉ DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES
CHSLD DE SAINTE-CATHERINE	GROUPE CHAMPLAIN - QUÉBEC - ESTRIE	SPECTRE DE RUE
CHSLD DE SAINTE-THÉRÈSE	GROUPE CHAMPLAIN INC. - OUTAOUAIS - LL - MONTERÉGIE	SQUARE ANGUS - SOEURS GRISES DE MONTRÉAL
CHSLD DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	GROUPE ROY SANTÉ INC.	VIGI SANTÉ LIMITÉE - ESTRIE
CHSLD DES PATRIOTES	GROUPE SANTÉ ARBEC	VIGI SANTÉ LIMITÉE - MONTRÉAL
CHSLD DU MANOIR-DE-L'OUEST-DE-L'ÎLE	HÉMA-QUÉBEC	VIGI SANTÉ LIMITÉE - QUÉBEC

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CHSLD L.-B.-DESJARDINS INC.	HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE	VIGI SANTÉ LIMITÉE - SECTEUR OUEST
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME-DE-LOURDES INC.	HÔPITAL SAINTE-MONIQUE INC.	VIGI SANTÉ LIMITÉE- MCQ - LES CHUTES
CHSLD PROVIDENCE-SAINT-JOSEPH INC	HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS	VILLA MÉDICA INC.
CHSLD SAINT-FRANÇOIS INC.	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	
RÉSEAU DE L'ÉDUCATION		
ACADEMIE SAINT-LOUIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES	COLLÈGE JESUS-MARIE DE BELLECHASSE
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES	COLLÈGE LETENDRE
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS	COLLÈGE MONT-SACRÉ-COEUR
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES	COLLÈGE SAINT-BERNARD
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES	COLLÈGE SAINT-HILAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARES	COLLÈGE SAINT-PAUL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS	COLLÈGE ST-JEAN-VIANNEY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES	COMITE DE GESTION TAXE SCOLAIRE ÎLE DE MTL - CGTSIM
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES	COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIERES SEIGNEURIES	COMMISSION SCOLAIRE CRIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY	COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIERE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES	COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS	COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS	COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA REGION-DE-SHERBROOKE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES-MILLE-ÎLES	COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY	COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER	COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS	COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI	COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE L'ÉDUCATION DU LAC-SIMON
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TEMISCAMINGUE	CONSEIL EN ÉDUCATION DES PREMIERES NATIONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL	ÉCOLE NATIONALE DE CIRQUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS	ÉCOLE VANGUARD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS	ÉDUCATION INTERNATIONALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA	FÉDÉRATION DES CÉGEPS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	FÉDÉRATION DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES DU QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN	FÉDÉRATION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENE-LEVESQUE	INSTITUT TSHAKAPESH
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS	COLLECTO	LEARN QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES	COLLÈGE DE L'ASSOMPTION	RÉSEAU INTERCOLLEGIAL DES ACTIVITES SOCIOCULTURELLES QC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS	COLLÈGE DE MONTRÉAL	SEMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DECOUVREURS	COLLÈGE DU MONT-SAINTE-ANNE	SOCIÉTÉ GRICS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS	COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT	SRAM
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES	COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS	TABLE DES RESPONSABLES DE L'ÉDUCATION DES ADULTES DU QC

RÉSEAU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
BIOPTERRE	CÉGEP DE SOREL-TRACY	COLLÈGE MULTIHÉXA SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN
BUREAU DE COOPERATION INTERUNIVERSITAIRE	CÉGEP DE ST-FÉLICIEN	COLLÈGE O-SULLIVAN DE QUÉBEC

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY	CÉGEP DE THETFORD	COLLÈGE SALETTE
CCTT EN OPTIQUE-PHOTONIQUE OPTTECH	CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES	CTR EN IMAGERIE NUMERIQUE ET MEDIAS INTERACTIFS (CIMMI)
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU	CÉGEP DE VALLEYFIELD	ÉCOLE PIVAUT MONTRÉAL INC.
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES	CÉGEP DE VICTORIAVILLE	MÉCANIUM INC.
CÉGEP D'AHUNTSIC	CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL	RÉFORMAR
CÉGEP DE BAIE-COMEAU	CÉGEP ÉDOUARD-MONTPETIT	SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
CÉGEP DE BOIS-DE-BOULOGNE	CÉGEP GARNEAU	UNIVERSITÉ - ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE
CÉGEP DE CHICOUTIMI	CÉGEP GÉRALD-GODIN	UNIVERSITÉ - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE	CÉGEP HÉRITAGE	UNIVERSITÉ - ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
CÉGEP DE GRANBY	CÉGEP JOHN ABBOTT	UNIVERSITÉ - INST NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CÉGEP DE JONQUIÈRE	CÉGEP LIMOILOU	UNIVERSITÉ - TÉLÉ-UNIVERSITÉ - TELUQ
CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES	CÉGEP LIONEL-GROULX	UNIVERSITÉ BISHOP'S
CÉGEP DE LA POCATIÈRE	CÉGEP MARIE-VICTORIN	UNIVERSITÉ CONCORDIA
CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CÉGEP MONTMORENCY	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CÉGEP DE LÉVIS	CÉGEP RÉGIONAL CHAMPLAIN	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
CÉGEP DE L'OUTAOUAIS	CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
CÉGEP DE MAISONNEUVE	CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI - UQAC
CÉGEP DE MATANE	COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET (1973) INC.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
CÉGEP DE RIMOUSKI	COLLÈGE BART (1975)	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI (UQAR)
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP	COLLÈGE CANADA	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES - UQTR
CÉGEP DE ROSEMONT	COLLÈGE D'ALMA	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE - UQAT
CÉGEP DE SAINTE-FOY	COLLÈGE DAWSON	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS - UQO

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE	COLLÈGE JEAN-DE-BREBEUF	UNIVERSITÉ HEC MONTRÉAL
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME	COLLÈGE LAFLÈCHE	UNIVERSITÉ LAVAL
CÉGEP DE SAINT-LAURENT	COLLÈGE LASALLE	UNIVERSITÉ MCGILL
CÉGEP DE SEPT-ÎLES	COLLÈGE MARIANOPOLIS	VANIER COLLÈGE
CÉGEP DE SHAWINIGAN	COLLÈGE MARSAN	VESTECHPRO
CÉGEP DE SHERBROOKE	COLLÈGE MERICI	
MUNICIPALITÉS		
ADMINISTRATION RÉGIONALE DE KATIVIK	RÉGIE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE VALLÉE-DU-RICHELIEU	VILLE DE LONGUEUIL
AGENCE DE MOBILITE DURABLE	RÉGIE D'AQUEDUC INTERMUNICIPALE DES MOULINS	VILLE DE LORRAINE
AUTORITE RÉGIONALE DE TRANSPORT METROPOLITAIN	RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES - MANICOUAGAN	VILLE DE MAGOG
CANTON DE LOW	RÉGIE DE POLICE DU LAC DES DEUX-MONTAGNES	VILLE DE MARIEVILLE
COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTRÉAL	RÉGIE INCENDIE DE L'ALLIANCE DES GRANDES-SEIGNEURIES	VILLE DE MASCOUCHE
CONSEIL DE LA PREMIERE NATION ABITIBIWINNI	RÉGIE INTERMUNICI. GEST. DÉCHETS CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	VILLE DE MATANE
MRC D'ARGENTEUIL	RÉGIE INTERMUNICIP. SÉCUR. INCENDIE VALLÉE-DU-RICHELIEU	VILLE DE MERCIER
MRC D'AUTRAY	RÉGIE INTERMUNICIPALE DE L'EAU VALLÉE-DU-RICHELIEU	VILLE DE MIRABEL
MRC DE DRUMMOND	RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT	VILLE DE MONT-LAURIER
MRC DE LA HAUTE-CÔTE-NORD	RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON	VILLE DE MONTRÉAL
MRC DE LA JACQUES-CARTIER	RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE	VILLE DE MONTRÉAL-EST
MRC DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
MRC DE LA VALLÉE DE L'OR	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL	VILLE DE MONT-ROYAL
MRC DE LOTBINIÈRE	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉ TROPOLITAIN - EXO	VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
MRC DE MARIA-CHAPDELAINE	SÉCURITÉ PUBLIQUE UASHAT MAK MANI-UTENAM	VILLE DE NEUVILLE
MRC DE MATAWINIE	SERVICE DE POLICE DE WEMOTACI	VILLE DE NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT
MRC DE MONTCALM	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	VILLE DE PASPEBIAC

CAG

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MRC DE ROUVILLE	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS	VILLE DE PERCE
MRC DES CHENAUX	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS	VILLE DE POINTE-CLAIRE
MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	VILLE DE PONT-ROUGE
MRC LA HAUTE-YAMASKA	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE	VILLE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'ASCOT CORNER	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES	VILLE DE REPENTIGNY
MUNICIPALITÉ DE CANTLEY	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY	VILLE DE RIGAUD
MUNICIPALITÉ DE CHENEVILLE	UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	VILLE DE RIMOUSKI
MUNICIPALITÉ DE DESCHAMBAULT-GRONDINES	VILLE D'ALMA	VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
MUNICIPALITÉ DE DUHAMEL	VILLE DE BAIE-COMEAU	VILLE DE ROBERVAL
MUNICIPALITÉ DE GODBOUT	VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL	VILLE DE ROSEMÈRE
MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE	VILLE DE BEAUHARNOIS	VILLE DE SAGUENAY
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DES-LACS	VILLE DE BECANCOUR	VILLE DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-MARIE-MADELEINE	VILLE DE BELOEIL	VILLE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND
MUNICIPALITÉ DE LABELLE	VILLE DE BLAINVILLE	VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
MUNICIPALITÉ DE L'ANGE-GARDIEN	VILLE DE BOISBRIAND	VILLE DE SAINT-CONSTANT
MUNICIPALITÉ DE MASSUEVILLE	VILLE DE BOIS-DES-FILION	VILLE DE SAINTE-ADÈLE
MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINTE-FRANÇOIS	VILLE DE BOUCHERVILLE	VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
MUNICIPALITÉ DE PONTIAC	VILLE DE BROMONT	VILLE DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL
MUNICIPALITÉ DE RIPON	VILLE DE BROSSARD	VILLE DE SAINTE-CATHERINE
MUNICIPALITÉ DE ROUGEMONT	VILLE DE CANDIAC	VILLE DE SAINTE-JULIE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADELME	VILLE DE CARIGNAN	VILLE DE SAINTE-MARIE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANICET	VILLE DE CHAMBLY	VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANTOINE-DE-TILLY	VILLE DE CHATEAUGUAY	VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BARNABÉ	VILLE DE CHIBOUGAMAU	VILLE DE SAINT-EUSTACHE

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG**

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLET	VILLE DE COATICOOK	VILLE DE SAINT-GEORGES
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON	VILLE DE CÔTE SAINT-LUC	VILLE DE SAINT-HYACINTHE
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-LUCIE-DES-LAURENTIDES	VILLE DE CÔTEAU-DU-LAC	VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARTHE	VILLE DE COWANSVILLE	VILLE DE SAINT-JÉRÔME
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARTINE	VILLE DE DELSON	VILLE DE SAINT-LAMBERT
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MONIQUE - MRC NICOLET-YAMASKA	VILLE DE DEUX-MONTAGNES	VILLE DE SAINT-LAZARE
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-SOPHIE	VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI	VILLE DE SAINT-RÉMI
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GÉDÉON	VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX	VILLE DE SAINT-SAUVEUR
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE	VILLE DE DONNACONA	VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HUGUES	VILLE DE DORVAL	VILLE DE SEPT-ÎLES
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-BAPTISTE	VILLE DE DRUMMONDVILLE	VILLE DE SHAWINIGAN
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU	VILLE DE GATINEAU	VILLE DE SHERBROOKE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU	VILLE DE GRANBY	VILLE DE SOREL-TRACY
MUNICIPALITÉ DE SAINT-NARCISSE	VILLE DE HAMPSTEAD	VILLE DE SUTTON
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PHILIPPE-DE-NERI	VILLE DE JOLIETTE	VILLE DE TERREBONNE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PLACIDE	VILLE DE KIRKLAND	VILLE DE THETFORD-MINES
MUNICIPALITÉ DE SAINT-POLYCARPE	VILLE DE LA MALBAIE	VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
MUNICIPALITÉ DE STUKELY-SUD	VILLE DE LA PRAIRIE	VILLE DE VARENNES
MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-MONTS	VILLE DE LAC-BRÔME	VILLE DE VAUDREUIL-DORION
MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES	VILLE DE LACHUTE	VILLE DE VICTORIANVILLE
MUNICIPALITÉ DES ÉBOULEMENTS	VILLE DE L'ANCIENNE-LORETTE	VILLE DE WESTMOUNT
MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	VILLE DE L'ASSOMPTION	VILLE D'ESTEREL
MUNICIPALITÉ D'OKA	VILLE DE LAVAL	VILLE D'HUDSON
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE HARRINGTON	VILLE DE LAVALTRIE	VILLE D'OTTERBURN PARK

CAG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.		
MUNICIPALITÉ D'UPTON	VILLE DE LÉVIS	VILLE LA PÊCHE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-LOUIS-DE-BLANDFORD	VILLE DE L'ÎLE-PERROT	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 – % utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2024-2025.

Le pourcentage d'utilisation représente la proportion des ministères et organismes (MO) qui participe à au moins un contrat en regroupements d'achats par rapport au total. Pour être comptabilisé, un ministère ou un organisme (MO) doit participer à au moins un contrat en regroupements d'achats négocié par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). Les données présentées couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 et concernent uniquement la clientèle qui participe aux regroupements d'achats du CAG.

Réseau	Type de client	Nombre de clients	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Ministères et organismes	Ministères	23	23	100 %
	Organismes budgétaires	27	27	100 %
	Organismes non budgétaires	54	53	98 %
	Entreprises du gouvernement et filiales	7	7	100 %
	Assemblée nationale	6	6	100 %
	Autres organismes	35	33	94 %
	Total	152	149	98 %
Réseau de la santé et des services sociaux	CHU	4	4	100 %
	CISSS	13	13	100 %
	CIUSSS	9	9	100 %
	CHSLD privés conventionnés	48	48	100 %
	Établissements du Nord du Québec	6	6	100 %
	Instituts	3	3	100 %
	Autres organismes	55	54	98 %
	Total	138	137	99 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 – % utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2024-2025.

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau de l'éducation	Centres de services scolaires	72	72	100 %
	Écoles privées	118	16	14 %
	Autres organismes	24	14	58 %
	Total	214	102	48 %
Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau de l'enseignement supérieur	Collégial privé	18	15	83 %
	Collégial public	54	53	98 %
	Universités	18	18	100 %
	Autres organismes	3	3	100 %
	Total	93	89	96 %
	GRAND TOTAL	597	477	80 %
Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau municipal	Municipalités	1 174	200	17 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) est en opération depuis le 1^{er} septembre 2020, et ce, à la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales* (RLRQ, chapitre c-7.01). L'ITQ n'existe plus.

Depuis le 1^{er} décembre 2020, des arrêtés ministériels sont entrés en vigueur afin d'identifier les biens et services pour lesquels les organismes publics, dont ceux des réseaux visés, doivent recourir au CAG pour les acquérir. Ces arrêtés ont fait l'objet de révisions au cours de la dernière année et les arrêtés suivants sont actuellement en vigueur :

- Arrêté 2024-03 de la présidente du Conseil du trésor : remplace l'arrêté 2020-01 et est en vigueur depuis le 4 juillet 2024;
- Arrêté 2024-023 du ministre de la Santé, en vigueur depuis le 4 décembre 2024; cet arrêté intègre Santé Québec et remplace l'arrêté 2024-004, qui était en application depuis le 30 mai 2024. Ce dernier comprenait l'ajout de biens et services par rapport à l'arrêté 2020-095;
- Arrêté 2024-03 du ministre de l'Éducation : remplace l'arrêté 2020-06 et est en vigueur depuis le 19 décembre 2024;
- Arrêté 2025-001 de la ministre de l'Enseignement supérieur : remplace l'arrêté 2020-001 et est en vigueur depuis le 20 février 2025.

1 - Liste des biens et services de l'arrêté 2024-03 de la présidente du Conseil du trésor pour l'acquisition desquels les organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG

BIENS

Matériels et logiciels informatiques

Équipements multifonctions (pour le matériel administratif seulement)	Imprimantes et imprimantes multifonctions.
Micro-ordinateurs et portables	Ordinateurs de table, portables, portables tactiles, portables robustes, portables hybrides/convertibles, portables infonuagiques, moniteurs, clients légers, excluant les serveurs et les tablettes.

Énergie

Carburant en vrac et huile à chauffage	Livraison de produits pétroliers en vrac tels que le mazout et l'huile à chauffage.
--	---

Préparation alimentaire et équipements de service

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO**

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Vaisselle et accessoires de cuisine réutilisables	Vaisselle en plastique, de porcelaine, vaisselle isothermique et vaisselle haute température pour chariots chauffants; Coutellerie et verrerie; Accessoires et ustensiles de cuisine et petits équipements.
---	---

Papeterie et fournitures de bureau

Fournitures de bureau	Toutes les fournitures de bureau dont un organisme public a besoin pour son fonctionnement (exemples: les crayons, les articles de classement, les agrafeuses, les mallettes, les articles de bureau et de correspondance, les enveloppes, etc.).
Papier pour photocopieurs et imprimantes	Tous les produits de papier pour photocopieurs et imprimantes, notamment ceux contenant 50 % ou 100 % de fibres post-consommation, certifiés FSC (Forest Stewardship Council), Écologo et procédé sans chlore.
Cartouches d'impression originales et compatibles	Toutes les cartouches d'encre, les tambours, les rubans et les trousseaux pour les imprimantes, photocopieurs et télécopieurs.

Équipements de transport et pièces de rechange

Location de véhicules automobiles	Location de véhicules automobiles à la journée, à la semaine ou au mois pour des besoins à court terme (un an et moins). Voitures de tourisme, camionnettes ou fourgonnettes.
Achat de véhicules légers	Voitures, véhicules utilitaires, camionnettes, fourgons et fourgonnettes, à traction 4 X 2 ou 4 X 4, comprenant les groupes motopropulseurs à essence régulière ou diesel ainsi que des véhicules hybrides et électriques.
Pneus neufs, rechapés et remoulés	Pneus neufs, rechapés et remoulés, pneumatiques et chambres à air pour les véhicules légers.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO**

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Traitement de l'information et services de télécommunication connexes

Mobilité cellulaire	Forfaits de la voix et de transmission de données pour les téléphones cellulaires ou appareils de proximité, incluant des clés Internet LTE, des points d'accès pour mobiles, des ordinateurs portables et des tablettes; toutes les acquisitions de téléphones cellulaires et des accessoires liés à la protection et au changement de l'appareil.
---------------------	---

Communication, photographie, cartographie, impression et publication

Diffusion de communiqués de presse	Diffusion de communiqués de presse auprès des médias d'information, tant électroniques qu'écrits.
Licences de transmission électronique de revue de presse	Licences autorisant la confection et la transmission électronique de revues de presse.
Nouvelles sur commande	Plateforme d'accès aux nouvelles de La Presse Canadienne, en temps réel – avant publication sur les sites Internet, journaux et stations de radio du Québec et du Canada clients de La Presse Canadienne.

SERVICES

Transport de voyage et de déménagement

Transport des personnes par train	Classes économiques et affaires.
Transport des personnes par autocar	Corridor Montréal-Québec.
Messagerie rapide	Services d'expédition, de ramassage ou de livraison de courrier et de colis.

Services de communication, de photographie, de cartographie, d'impression et de publication

Service de revue de presse écrite	Service de veille des médias écrits et, plus particulièrement, des journaux quotidiens du Québec incluant les quotidiens régionaux, certains quotidiens de l'Ontario, des hebdomadaires et certains périodiques.
Service de veille des médias électroniques	Services de veille des médias électroniques (radio et télévision).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Divers

Service de courtage et d'information en T.I.	Services-conseils spécialisés de courtage et d'information en T.I. permettant de rendre disponibles aux organismes publics une veille ou des conseils stratégiques concernant les projets en T.I. de ces derniers.
--	--

2 - Liste des biens et services de l'arrêté 2024-023 du ministre de la Santé pour l'acquisition desquels les organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG

Fournitures générales de soins	<ul style="list-style-type: none"> Matériel et fournitures générales de soins Contenants et cueillette des matières biomédicales et dangereuses Aide technique et maintien à l'autonomie Gaz médicaux en vrac et cylindré Électrodes Culottes et produits d'incontinence Bas élastiques et jambières de compression Gants d'examens médicaux Matelas pour le soutien à domicile Produits de soins respiratoires généraux Produits de perfusion et hypodermiques Kits et plateaux de soins Dispositifs d'accès veineux périphériques Surfaces d'appui Produit de retraitement (URDM) et désinfectants de surfaces Sacs hygiéniques Soins de plaies avancés Fournitures de désinfection et nettoyage cutané Produits d'hygiène des mains
--------------------------------	---

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO**

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Biens administratifs et alimentaires	Produits d'épicerie et denrées non périssables Suppléments nutritifs
Bloc opératoire	Matériel de succion Produits d'anesthésie Agents hémostatiques et colles chirurgicales Gants de chirurgie
Fournitures de laboratoire et d'imagerie médicale	Réactifs en banque de sang Milieux de culture Fournitures de microbiologie Glucomètres, fournitures, logiciel de contrôle qualité Tubes à prélèvement Autopiqueurs et lancettes Baryum et accessoires Solutions opacifiantes et accessoires Fournitures d'hématologie et de biochimie
Acquisitions pharmaceutiques	Solutés Gaz anesthésiants Médicaments
Dispositifs médicaux	Lève-patients mobiles (excluant les lève-patients plafonniers) Pèse-bébés de clinique et de groupe de médecine de famille Pèse-personnes de clinique et de groupe de médecine de famille Mélangeur air-oxygène

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

	Centrifugeuse Réfrigérateurs et congélateurs médicaux Analyseur de gaz sanguins Écran d'imagerie médicale Régulateurs de succion avec débitmètre Fauteuils roulants de brancarderie
Services	Distribution centralisée des médicaments

3 - Liste des biens et services de l'arrêté 2024-03 du ministre de l'Éducation pour l'acquisition desquels les organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG

Robotique	Robots destinés à la formation générale des jeunes ou des adultes Drones
Laboratoire créatif	Microcontrôleurs (à la pièce ou en trousse à assembler) Nano-ordinateurs Traceurs de découpe de vinyle Imprimantes 3D Machines de thermoformage Ordinateurs à haute capacité graphique
Équipements numériques	Tablettes et chariots Tablettes électroniques à des fins pédagogiques Tablettes graphiques Chariots et cabinets de recharge pour ordinateurs portables et tablettes Équipements audiovisuels Projecteurs (incluant les projecteurs numériques interactifs) Tableaux numériques interactifs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

	<p>Écrans plats interactifs tactiles Haut-parleurs Téléviseurs d'affichage Écrans de projection en toile blanche Tableaux de porcelaine blanc pour surface de projection interactive Casques d'écoute (incluant micro-casques)</p> <p>Autres</p> <p>Casques de réalité étendue (réalité virtuelle, augmentée ou mixte) Gymnase interactif</p>
--	--

4 - Liste des biens et services de l'arrêté 2025-001 de la ministre de l'Enseignement supérieur pour l'acquisition desquels les organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG

Collèges d'enseignement général et professionnel et établissements universitaires

Audits immobiliers	Service d'évaluation du parc immobilier
Service d'importation	Importation des données collectées lors des audits immobiliers dans le progiciel de gestion du maintien des actifs

Collèges d'enseignement général et professionnel

Équipements audiovisuels	<p>Projecteurs (incluant les projecteurs numériques interactifs) Tableaux numériques interactifs Écrans plats interactifs tactiles Haut-parleurs Téléviseurs d'affichage Écrans de projection en toile blanche Tableaux de porcelaine blanc pour surface de projection interactive Casques d'écoute (incluant des micro-casques)</p>
--------------------------	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Établissements universitaires

Service de liens téléphoniques	Lignes téléphoniques analogiques avec ou sans services (boîtes vocales, interurbains et appel sans frais) Liens numériques de type PRI Liens IP de type SIP livrés par Internet ou par le Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ) Boîtes vocales Interurbains Appels sans frais
Mobilier de salle de cours, excluant tout mobilier répondant à des projets particuliers d'enseignement et de recherche	Tables pour les salles de cours Chaises d'étudiants Tabourets

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Regroupements d'achats pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Nombre et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	62	4 241 070 212,67 \$	90,6 %
Contrats de gré à gré	15	438 023 229,21 \$	9,4 %
TOTAL	77	4 679 093 441,88 \$	100,0 %

Type de contrats pour les regroupements d'achats

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	69	2 950 193 744,07 \$	63,1 %
Services	8	1 728 899 697,81 \$	36,9 %
TOTAL	77	4 679 093 441,88 \$	100,0 %

Achats mandatés pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Nombre et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	18	29 026 437,00 \$	90,2 %
Appel d'offres sur invitation	2	99 121,00 \$	0,3 %
Contrats de gré à gré	29	3 041 468,00 \$	9,5 %
TOTAL	49	32 167 026,00 \$	100,0 %

Type de contrats pour les achats mandatés

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	19	8 475 880,52 \$	26,3 %
Services	30	23 691 146,00 \$	73,7 %
TOTAL	49	32 167 026,52 \$	100,0 %

*Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - Organismes et agences; membres CA

Pour l'année 2024-2025, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

L'Autorité des marchés publics ne dispose pas de conseil d'administration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 – Nombre de demandes d'autorisation - AMP

Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Nombre de demandes d'autorisation reçues
942

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 23 – Nombre d'autorisations données - AMP

Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Nombre d'autorisations délivrées
802

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 24 – Nombre d'autorisations refusées - AMP

Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.

L'AMP a refusé à sept (7) entreprises une demande d'autorisation entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Motif	Nombre d'autorisations refusées
Problématiques fiscales et omission de répondre ou fausse déclaration aux demandes de renseignements de l'AMP	4
Continuité d'une entreprise inscrite au RENA et contourner l'application de la LCOP	1
Éludé ou tenté d'é luder de manière répétitive l'observation de loi dans le cours des affaires et coupable d'infractions pénales et plusieurs sanctions administratives pécuniaires	1
Avoir fait défaut de mettre en place les mesures correctrices imposées par l'AMP dans le délai imparti par l'AMP et avoir fait défaut de mettre en place les mesures correctrices imposées dans le délai de l'inscription provisoire au RENA	1
TOTAL	7¹

¹Inscription au RENA en lien avec l'application du chapitre V.1 de la LCOP, Section III - Autorisation de contracter, art. 21.27.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Processus vérification RENA

Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.

2024-2025
0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 – Nombre d'autorisations révoquées - AMP

Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.

L'AMP a révoqué l'autorisation de contracter avec l'état à douze (12) entreprises entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 :

Motif	Nombre d'autorisations révoquées
Non-respect des règles concernant l'indépendance dans le dépôt de soumissions sur des contrats publics et d'avoir participé à un stratagème avec d'autres entreprises dans le cadre du dépôt des soumissions	5
Problématiques fiscales et omission de répondre aux demandes de renseignement de l'AMP	3
Ne pas avoir divulgué le réel dirigeant à l'AMP	2
Usurpation d'identité dans l'exécution d'un contrat public	1
Avoir fait défaut de mettre en place les mesures correctrices imposées par l'AMP dans le délai imparti et avoir fait défaut de mettre en place les mesures correctrices imposées dans le délai de l'inscription provisoire au RENA	1
TOTAL	12¹

¹Inscription au RENA en lien avec l'application du chapitre V.1 de la LCOP, Section III - Autorisation de contracter, art. 21.27.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Délais de traitement - AMP

Pour 2024-2025, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Délai moyen de délivrance d'une autorisation de contracter
76,5 jours ¹

¹ Ce délai inclut une moyenne de 16 jours attribuable au traitement des dossiers par les partenaires.

Le délai de traitement d'une demande d'autorisation s'est amélioré depuis le rapatriement des pouvoirs de vérification à l'AMP, passant de 131 jours en 2021-2022, à 112 jours en 2023-2024 pour atteindre le 76,5 jours au 31 janvier 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Plaintes reçues - AMP

Pour 2024-2025, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.

Plaintes reçues par l'AMP du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Nombre plaintes reçues	131
-------------------------------	------------

Par type d'organisme	
Réseau de la santé et des services sociaux	42
Monde municipal	41
Ministères / organismes	27
Réseau de l'éducation	16
Sociétés de transport en commun	2
Sociétés d'État	1
Ne concerne pas un organisme public	2
Total	131

Par nature de contrat	
Approvisionnement (biens)	54
Services professionnels	25
Travaux de construction	23
Services de nature technique	23
Autre	6
Total	131

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 29 – Délais de traitement - plaintes - AMP

Pour 2024-2025, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.

Délai moyen de traitement des plaintes – du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Délai moyen à la suite de la réception des observations des OP
--

8 jours

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP**

Pour 2024-2025, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes traitées et finalisées – du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Nb d'interventions, de vérifications et d'enquêtes	368
---	------------

Par nature de contrat	
Approvisionnement (biens)	119
Services de nature technique	86
Services professionnels	78
Travaux de construction	63
Autre	3
Multiple	1
Non disponible / inconnu	18
Total	368

Par type d'organisme	
Monde municipal	115
Réseau de la santé et des services sociaux	102
Ministères / organismes	82
Réseau de l'éducation	57
Sociétés de transport en commun	8
Sociétés d'État	1
Autres (organismes non-assujettis, pas organisme public)	3
Total	368

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP**

Pour 2024-2025, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Par motif avéré	
Exigences injustifiées ayant pour effet de réduire indûment la concurrence	36
Abusif, frivole ou manifestement mal fondé	19
Publication ou reddition inadéquate au SÉAO	18
Octroi d'un contrat à une entreprise non inscrite au REA lorsque requis	16
Défaut de publier l'avis d'intention préalable requis	14
Défaut de décrire les spécifications en termes de performance ou d'exigences fonctionnelles - Organismes municipaux	10
Défaut de l'organisme public de veiller au respect des clauses contractuelles	9
Octroi du contrat à un soumissionnaire non conforme ou inadmissible	7
Défaut d'évaluer adéquatement une soumission	7
Absence de réponses ou réponses inadéquates aux questions fondées des soumissionnaires	6
Évaluation inadéquate des besoins	6
Octroi non justifié d'un contrat en gré à gré au-dessus des seuils	5
Indication erronée du délai pour porter plainte ou déposer une soumission	3
Non-conformité d'une clause des documents d'appel d'offres	3
Défaut d'avoir adjugé le contrat en conformité avec la règle d'adjudication prévue aux documents d'appel d'offres	3
Défaut d'avoir respecté le mode d'adjudication applicable	3
Partialité du processus d'octroi du contrat	2
Défaut de procéder à l'analyse d'une demande d'équivalence	1
Description inadéquate des spécifications techniques en termes de performance ou d'exigences fonctionnelles - Organismes municipaux	1
Modification au contrat ne pouvant être qualifiée d'accessoire	1
Aucun manquement	198
Total	368

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Suspension ou résiliation - AMP**

Pour 2024-2025, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

1. Contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution pour lesquels l'AMP a émis des ordonnances ou recommandations

Nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution pour lesquels l'AMP a émis des ordonnances ou recommandations	Nombre de recommandations	Nombre d'ordonnances	Nombre de contrats suspendus ou résiliés en cours d'exécution par l'AMP
24 ¹	10	3	0

¹Certaines recommandations concernent plus d'un processus d'adjudication ou d'attribution.

Par nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	1
Services de nature technique	3
Services professionnels	15
Travaux de construction	1
Nature inconnue	0
Multiple	4
Total	24

Par catégorie d'organismes	Nombre
Ministères/organismes	2
Réseau de l'éducation	2
Réseau de la santé et des services sociaux	4
Sociétés d'État / Organismes article 7 LCOP	2
Monde municipal	2
Sociétés de transport en commun	0
Total	12¹

¹ Deux ordonnances concernent le même organisme (réseau de l'Éducation).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Suspension ou résiliation - AMP

Pour 2024-2025, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Motifs des recommandations et ordonnances	Nombre
Non-conformité au cadre normatif auquel l'organisme public est assujéti / Motifs multiples	11
Accès aux marchés	5
Transparence (publication au SEAO)	3
Absence d'avis d'intention lorsque requis	3
Traitement intègre et équitable des concurrents	3
Absence de REA lorsque requis	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Suspension ou résiliation - AMP

Pour 2024-2025, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

2. Processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP durant l'analyse de ces processus

Nombre de processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP
8

Nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	4
Services de nature technique	1
Services professionnels	3
Travaux de construction	0
Total	8

Catégorie d'organismes	Nombre
Ministères/organismes	1
Réseau de l'éducation	1
Réseau de la santé et des services sociaux	2
Sociétés d'État / Organisme article 7 LCOP	1
Monde municipal	2
Sociétés de transport en commun	0
Total	7³

³ Deux suspensions visent le même organisme.

Motif de la suspension des processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP
Analyse du dossier, soit dans le cas d'une plainte ou d'une intervention. L'AMP suspend le processus d'adjudication ou d'attribution, en vertu de l'article 48 ou 53 de la <i>Loi sur l'Autorité des marchés publics</i>

P2-1	Poursuites judiciaires	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.
P2-2	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant cette année incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats
P2-3	Services essentiels gouvernementaux	Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.
P2-4	Utilisation assurance salaire	Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.
P2-5	Sommes investies conciliation famille-travail-études	Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?
P2-6	Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics	Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?
P2-7	Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics	Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?
P2-8	Acquisitions CAG	Proportion des acquisitions faites par le CAG depuis sa création; ventiler par année

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP2-1	DP2-2	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que chaque ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente?	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 68.
NRP2-2	DP2-3	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives cette année qui n'existaient pas en lors de l'année précédente, pour chaque ministère	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 39.
NRP2-3	DP2-5	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis dix ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m.
NRP2-4	DP2-6	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 10 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m.
NRP2-5	DP2-7	Pour l'année, le nombre d'employées embauchées issues des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également le nombre d'employées ayant obtenu un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle.
NRP2-6	DP2-11	Total des sommes versées au personnel de la fonction publique dans le cadre du télétravail depuis le début de la pandémie. Ventilation par mois et par poste de dépenses.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 51.
NRP2-7	DP2-18	Quel est le coût de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Coût total; b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 4 du deuxième groupe d'opposition.
NRP2-8	DP2-20	Combien de projets ont été financés en matière de conciliation famille-travail-études depuis (ventilés par organisme et par région)?	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 5 du deuxième groupe d'opposition.
NRP2-9	DP2-26	Bilan de la régionalisation des emplois; ventiler avancement du nombre par année depuis 2019.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45
NRP2-10	DP2-8	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP2-11	DP2-23	Fournir les montants des surplus des centres de services scolaires et des commissions scolaires retournés au Fonds consolidé de l'État pour les cinq dernières années écoulées. Ventiler par type de mesures budgétaires.	Question particulière à poser au ministère de l'Éducation
NRP2-12	DP2-24	Fournir les montants des surplus des cégeps et des universités retournés au Fonds consolidés pour les cinq dernières années écoulées. Ventiler par type de mesures budgétaires.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
NRP2-13	DP2-27	Nombre et proportion des salariés visés ayant suivi une formation sur le racisme.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif (Bureau de coordination de la lutte contre le racisme)
NRP2-14	DP2-12	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS +) ?	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Poursuites judiciaires

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Aucune pour le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2024-2025, pour chacun de ces concours : a) le nombre de postes offerts; b) le nombre de postulants; c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; f) la répartition par région administrative; g) la date de publication des résultats.

a) le nombre de postes offerts : 79

b) le nombre de postulants : 4074

f) la répartition par région administrative :

- 69 processus affichés dans les régions administratives suivantes : 03 - Capitale-Nationale / 12- Chaudière-Appalaches
- 3 processus affichés dans les régions administratives suivantes : 03 - Capitale-Nationale / 06 - Montréal
- 3 processus affichés dans toutes les régions administratives

c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; g) la date de publication des résultats : En février 2022, un nouveau processus de sélection, applicable au recrutement et à la promotion du personnel de la fonction publique, a été mis en place. Désormais, une personne candidate postule à une offre d'emploi à la promotion ou au recrutement pour un emploi précis, et non plus à des appels de candidatures génériques en vue d'inscrire son nom dans une banque de personnes qualifiées pour d'éventuels emplois. Ainsi, les modifications apportées ont permis une réforme en profondeur des dispositions prévues au recrutement et à la promotion. Il est alors pertinent de souligner que les modalités c), d), e) et g), à savoir la nature réservée ou non, le taux de réussite et la date de publication des résultats ne sont plus applicables dans le contexte actuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 3 – Services essentiels gouvernementaux

Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.

Dépenses en ressources internes uniquement. Le temps consacré à cette activité est variable selon les événements de nature à perturber les opérations courantes du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Utilisation assurance salaire

Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.¹

a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés) :

5 412 jours (3,44 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent d'un peu moins de 21 ETC.

c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories :

Cadre : 436 jours (0,28 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent d'un peu moins de 2 ETC.

Personnel de bureau : 329 jours (0,21 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 1 ETC.

Professionnel : 3 698 jours (2,35 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 14 ETC.

Technicien : 949 (0,60 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent d'un peu moins de 4 ETC.

¹Les données disponibles concernent la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Sommes investies conciliation famille-travail-études

Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne collige pas de façon distincte les sommes investies en conciliation famille-travail-études.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics

Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?

Les parts de marché obtenus par des entreprises d'économie sociale en nombre et en valeur dans les contrats de 25 000 \$ et plus* en 2024-2025 :

Exercice financier	Nb TOTAL de contrats	Nombre de contrats adjugés à une entreprise d'économie sociale	Part (%) de marché des entreprises d'économie sociale en nombre de contrats	Valeur TOTALE (en millions \$) des contrats	Valeur (en millions \$) des contrats adjugés à une entreprise d'économie sociale	Part (%) de marché des entreprises d'économie sociale en valeur monétaire
2024-2025 **	25 934	220	0,9%	20 980M \$	108 M \$	0,5%

* Le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) compile les données des contrats publics de 25 000 \$ et plus.

** Données au 31 janvier 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics

Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?

Le gouvernement souhaite améliorer la représentativité des entreprises d'économie sociale. À cet effet, l'Espace d'innovation des marchés publics permet d'expérimenter le recours à une marge préférentielle pour les entreprises d'économie sociale afin de favoriser leur accessibilité aux contrats publics.

Le 30 mai 2024, la présidente du Conseil du trésor a signé un arrêté ministériel rendant possible l'expérimentation. L'arrêté, publié à la *Gazette officielle du Québec* le 12 juin 2024, autorise le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Gaspésie à utiliser une telle marge préférentielle pour un appel d'offres de services de soutien à domicile.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Acquisitions CAG

Proportion des acquisitions faites par le CAG depuis sa création; ventiler par année.

Proportion des acquisitions faites par le CAG par catégorie SÉAO en matière d'approvisionnement et de services pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Catégorie SÉAO en matière d'approvisionnement et de services	Montant (avec renouvellement)	% montant
G10 - Produits électriques et électroniques	83 516 743,00 \$	1,78%
G11 - Énergie	62 637 725,86 \$	1,34%
G13 - Produits finis	21 710 970,36 \$	0,46%
G15 - Alimentation	414 019 502,65 \$	8,85%
G16 - Préparation alimentaire et équipement de service	65 993 846,34 \$	1,41%
G21 - Fourniture et équipement médicaux et produits pharmaceutiques	1 053 085 573,01 \$	22,51%
G24 - Papeterie et fournitures de bureau	52 427 404,35 \$	1,12%
G26 - Publications, formulaires et articles en papier	9 608 988,41 \$	0,21%
G31 - Équipement de transport et pièces de rechange	165 847 613,80 \$	3,54%
G6 - Matériaux de construction	13 209 832,29 \$	0,28%
G7 - Cosmétiques et articles de toilette	41 361 051,13 \$	0,88%
G8 - Matériel informatique et logiciel	966 774 492,86 \$	20,66%
S10 - Services de garde et autres services connexes	468 800 800,00 \$	10,02%
S17 - Services de transport, de voyage et de déménagement	73 364 309,24 \$	1,57%
S7 - Services de santé et services sociaux	1 179 175 251,57 \$	25,20%
S9 - Entretien, réparation, modification, réfection et installation de biens et d'équipement	7 559 337,00 \$	0,16%
TOTAL	4 679 093 441,87 \$	100,00%

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2025-2026
Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande 2025-2026	Sujet de la demande	Nom de la demande 2025-2026
P3-1	Réduction dépenses TI	Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
P3-2	Révision des programmes et des contrats	Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
P3-3	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2024-2025, ainsi que les résultats.
P3-4	Dérogations - gel d'embauche	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.
P3-5	Économies - gel d'embauche	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2024-2025. Fournir une ventilation par ministère.
P3-6	Économies - resserrement octroi des subventions	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2025-2026.
P3-7	Unités autonomes - chiffre d'affaires	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
P3-8	Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004	Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.
P3-9	100 plus grands fournisseurs	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2024-2025 ;
P3-10	100 plus grands contrats d'acquisition	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2024-2025 ;
P3-11	Proportion des acquisitions	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises québécoise, d'entreprises canadienne et d'entreprises qui provenant de l'extérieur du Québec pour 2024-2025;
P3-12	Proportion des acquisitions - Montréal	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Montréal pour 2024-2025;
P3-13	Proportion des acquisitions - Québec	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Québec pour 2024-2025;
P3-14	Proportion des acquisitions - régions	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font en dehors de ladite région pour 2024-2025;
P3-15	Proportion des acquisitions - hors Québec	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font auprès d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec 2024-2025;
P3-16	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2024-2025 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
P3-17	Mise en place AMP	État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.
P3-18	Écarts salariaux TI	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.
P3-19	Programmes gouvernementaux depuis 2003	Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
P3-20	Optimisations des ressources reçues par le SCT	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2024-2025. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.
P3-21	Pénalités contractuelles	Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2025-2026
Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande 2025-2026	Sujet de la demande	Nom de la demande 2025-2026
P3-22	Programmes de financement ou de subventions	<p>Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2024-2025, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.</p>
P3-23	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P3-24	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P3-25	Taux de rétention CSPO	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.
P3-26	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P3-27	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P3-28	Contrats gouvernementaux conclus au Québec	<p>Quelle est la proportion de la valeur des contrats gouvernementaux conclus avec des entreprises d'ici ?</p> <p>a. Quels sont les seuils exigés de contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux ? b. Quelle est la proportion des contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux conclus ? c. Quelle est la stratégie de remplacement des produits étrangers ?</p>
P3-29	Contrats gouvernementaux avant Stratégie des marchés publics	<p>Le dernier document à jour sur ce sujet indique que « 52 % de la valeur des contrats en approvisionnement conclus avec des contractants du Québec ». Quelle était la proportion avant l'implantation de la stratégie ?</p> <p>a. Quelle est la cible pour la prochaine année ? b. Quels outils ou formations ont été développés pour accompagner les approvisionneurs publics ?</p>
P3-30	Certification produit québécois	<p>Est-ce que les marques de certification existantes, comme Les Produits du Québec ou Aliments du Québec, sont reconnues dans les processus d'approvisionnement du gouvernement ?</p> <p>a. Si oui, parmi les contrats octroyés, lesquels l'ont été à des entreprises détenant des certifications qui garantissent la provenance des produits comme Les Produits du Québec et Aliments du Québec ?</p>
P3-31	Mise en place - Tremplin aux contrats publics	<p>Où en est le gouvernement quant à la mise en place d'un Tremplin aux contrats publics, annoncé dans la Stratégie des marchés publics (2022) ?</p> <p>a. Quels sont les critères prédéterminés permettant à une entreprise d'accéder à la liste d'entreprises soumise aux organismes publics ? b. Est-ce possible d'avoir accès à cette liste ? Si oui, l'inclure. c. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?</p>
P3-32	Critères - Répertoire des fournisseurs	<p>Quels sont les critères permettant à une entreprise d'accéder au Répertoire des fournisseurs prévu dans la Stratégie des marchés publics ?</p> <p>a. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?</p>
P3-33	Proportion achats québécois par ministère	<p>Quelle est la proportion d'achats québécois par les ministères suivants :</p> <p>a. Transports et mobilité durable b. Éducation c. Enseignement supérieur d. Santé et Services sociaux e. Cybersécurité et numérique</p>
P3-34	Liste des contrats accordés aux entreprises locales par ministère	<p>Peut-on obtenir la liste des contrats accordés aux entreprises locales par chacun des ministères suivants :</p> <p>a. Transports et mobilité durable b. Éducation c. Enseignement supérieur d. Santé et Services sociaux e. Cybersécurité et numérique</p>
P3-35	Contrats publics bénéficiant de la marge préférentielle	Combien de contrats publics ont bénéficié de la marge préférentielle, selon laquelle un pourcentage permet de compenser et de favoriser des considérations environnementales et écoresponsables dans l'application du principe de plus bas soumissionnaire ? À combien se chiffraient ces contrats ?

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2025-2026
Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande 2025-2026	Sujet de la demande	Nom de la demande 2025-2026
P3-36	Critères - bonification de stratégies d'acquisition actuelles	<p>Le 24 février dernier, la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Sonia LeBel, a annoncé que le gouvernement du Québec allait resserrer les règles régissant les acquisitions des ministères et organismes publics, entre autres sur les plateformes d'achat en ligne afin de renforcer encore davantage l'achat québécois et de réduire la dépendance envers les marchés extérieurs. Il était entre autres mentionné que les stratégies d'acquisition actuelles seront rapidement bonifiées pour inclure des critères pouvant favoriser davantage les entreprises d'ici, par exemple l'empreinte carbone ou la responsabilité sociale.</p> <p>a. Quels seront les autres critères qui guideront l'achat québécois ?</p>
P3-37	Révision de programmes et budget	Fournir la révision des dépenses de programmes pour 2023-2024 par rapport au budget 2024-2025, incluant tous les détails et une ventilation de chacune des dépenses. Préciser, pour chaque dépense, si la révision est récurrente.

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP3-1	DP3-1	Indiquer les sommes dépensées en 2024-2025 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe, du CSPQ, d'Infrastructures technologiques Québec ou du Centre d'acquisitions gouvernementales).	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle.
NRP3-2	DP3-20	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées en 2024-2025 et en 2024-2025 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposées aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la santé et de l'éducation et aux sociétés d'État. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État. Prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32.
NRP3-3	DP3-23	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m.
NRP3-4	DP3-25	Évolution de l'effectif permanent de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m.
NRP3-5	DP3-26	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organisme autre que budgétaire, par fonds spécial, pour le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi et par classe d'emploi.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13i et 13m.
NRP3-6	DP3-27	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) au cours des cinq dernières années. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : retraite, démission, révocation pour incompétence, révocation pour incapacité, fin d'emploi, décès, mise à pied, destitution, départ volontaire ou toute autre raison.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13n.
NRP3-7	DP3-28	Pour les trois dernières années, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 5 de l'opposition officielle.
NRP3-8	DP3-29	Pour les trois dernières années, le nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent. Ventilation par genre. Ventilation par statut et par classe d'emploi.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 du troisième groupe d'opposition.
NRP3-9	DP3-30	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le nombre d'employés, le nombre d'employés selon la classe, la dépense en masse salariale, la dépense en rémunération (avantages sociaux + salaires), le coût total moyen par employé, le coût total moyen par employé selon la classe.	Référer aux réponses aux demandes de renseignements généraux numéros 13i et 37.
NRP3-10	DP3-31	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le salaire annuel des 20 plus hauts salariés, la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 2 de l'opposition officielle.
NRP3-11	DP3-32a	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : a. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2024-2025 et chacune des 5 années précédentes;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NRP3-12	DP3-32b	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : b. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2024-2025 et chacune des 5 années précédentes;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NRP3-13	DP3-32c	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : c. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2024-2025 et chacune des 5 années précédentes.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NRP3-14	DP3-33a	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : a. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2024-2025 et chacune des 5 années précédentes;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NRP3-15	DP3-33b	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : b. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2024-2025 et chacune des 5 années précédentes;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NRP3-16	DP3-33c	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : c. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2024-2025 et chacune des 5 années précédentes.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NRP3-17	DP3-34	Concernant le Plan Gouvernemental de régionalisation des 5000 postes de la fonction publique publié en février 2022, fournir, par année : a. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé par ministère et organisme; b. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé par catégorie d'emploi; c. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal; d. La liste des directions transférées; e. Une liste du nombre d'emplois régionalisé par région du Québec.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45.

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP3-18	DP3-35	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NRP3-19	DP3-36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NRP3-20	DP3-37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le taux d'absentéisme.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 41.
NRP3-21	DP3-46	Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle.
NRP3-22	DP3-47	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle.
NRP3-23	DP3-48	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2024-2025 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle.
NRP3-24	DP3-50	Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NRP3-25	DP3-51	Nombre de postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2024-2025, et prévisions pour les dix prochaines années. Ventilation par genre, par statut et par classe d'emploi.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45.
NRP3-26	DP3-52	Liste des ministères visés par des transferts de postes hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2024-2025, et prévisions pour les dix prochaines années.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45.
NRP3-27	DP3-53	Liste des régions visées, à l'exception des régions métropolitaines de Québec et de Montréal, par des transferts de postes dont le port d'attache était situé dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2024-2025, et prévisions pour les dix prochaines années.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45.
NRP3-28	DP3-56	Indiquer le niveau de l'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13p.
NRP3-29	DP3-57	Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.
NRP3-30	DP3-59	Niveau d'effectifs dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13p.
NRP3-31	DP3-60	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.
NRP3-32	DP3-61	Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 54.
NRP3-33	DP3-64	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2024-2025 : a) le nombre d'employés affectés aux communications ou aux affaires publiques, et leur nom; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications ou des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres entre les employés affectés aux communications ou aux affaires publiques et d'autres instances ou organismes publics; ventilation par instance ou organisme; d) le total des sommes investies en veille médiatique (ventilation par poste de dépenses – revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 56.
NRP3-34	DP3-65	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de services d'une année à l'autre).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 68.
NRP3-35	DP3-66	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP3-36	DP3-69	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses, adressée par le Secrétariat aux différents ministères, secrétariats et organismes pour l'année 2025-2026. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières demandées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 20 du troisième groupe d'opposition.
NRP3-37	DP3-70	Pour les cinq dernières années, indiquer précisément (et ce, par ministère, organisme et entité) quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32.
NRP3-38	DP3-75	Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 12 de l'opposition officielle.
NRP3-39	DP3-77	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Secrétariat et chacun de ses organismes en 2024-2025. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NRP3-40	DP3-78	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir (pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026) : le nom et les coûts de toutes les campagnes, le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour les réaliser, les dates de diffusion, les objectifs visés par chacune, le plan de placement médiatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRP3-41	DP3-80	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2024-2025 et coûts associés à chacune d'elles.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 de l'opposition officielle.
NRP3-42	DP3-160	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2023-2034 (2024-2035 ?) pour l'accélération de la construction de classes : fournir, pour le PAGI 2025-2026, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 du cahier INFRA du troisième groupe d'opposition.
NRP3-43	DP3-175	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13h.
NRP3-44	DP3-176	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13h.
NRP3-45	DP3-178	Quelle est la proportion de la valeur des contrats conclus pour des produits conçus, fabriqués ou produits au Québec ?	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 28 du troisième groupe d'opposition.
NRP3-46	DP3-2	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-47	DP3-3	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2024, budgets accordés en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-48	DP3-4	Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-49	DP3-5	Liste des centres de traitement informatique.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-50	DP3-6	Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-51	DP3-7	Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement les centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-52	DP3-8	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2023- 2024.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-53	DP3-9	Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2024-2025 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-54	DP3-10	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2025-2026) : a) la dépense totale (opérations et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC); d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-55	DP3-11	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2024-2025 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-56	DP3-12	Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP3-57	DP3-13	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2024-2025, en spécifiant : les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-58	DP3-14	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l'éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l'objet d'une division ou d'une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-59	DP3-54	Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Question particulière à poser au Protecteur du citoyen (PC).
NRP3-60	DP3-55	Indiquer le nombre d'ETC autorisés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Question particulière à poser au Protecteur du citoyen (PC).
NRP3-61	DP3-62	Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-62	DP3-71	État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-63	DP3-72	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-64	DP3-73	Liste des organismes ayant soumis en 2024-2025 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-65	DP3-81	Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-66	DP3-149	Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?	Question particulière à poser au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).
NRP3-67	DP3-150	Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et ceux prévus pour 2025-2026, ventilés en fonction des sources de revenus.	Question particulière à poser au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).
NRP3-68	DP3-157	Nombre de classes devant être construites chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Question particulière à poser au Ministère de l'Éducation (MÉQ).
NRP3-69	DP3-158	Nombre de classes devant être renouvelées chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Question particulière à poser au Ministère de l'Éducation (MÉQ).
NRP3-70	DP3-165	Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec.	Question particulière à poser au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).
NRP3-71	DP3-167	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-72	DP3-168	Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2024. Indiquer les mesures prises en 2024-2025 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-73	DP3-169	Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 \$.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-74	DP3-170	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2024-2025.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme (CSF).
NRP3-75	DP3-172	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-76	DP3-173	Pour tous les programmes du ministère, pour les cinq dernières années, donner le détail des crédits existants, en incluant les programmes qui ont été abolis.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-77	DP3-174	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2023-2024 et en 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-78	DP3-38	Copie de toutes les études sur la rétention des employés réalisées en 2024-2025.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-79	DP3-171	Liste des projets et programmes pour lesquels une analyse différenciée selon le sexe est réalisée. Ventiler par organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-80	DP3-180	Quels sont les critères permettant de statuer du caractère local du produit ? Quels sont les mécanismes en place pour vérifier la provenance des produits ?	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-81	DP3-184	Est-il prévu que les établissements publics se dotent aussi de cibles d'achats pour les produits non alimentaires, comme c'est le cas avec les produits alimentaires ?	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-82	DP3-82	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPO. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP3-83	DP3-83	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPO par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-84	DP3-84	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPO, pour les dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-85	DP3-85	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPO, et ventilation par corps d'emploi.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-86	DP3-86	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-87	DP3-87	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-88	DP3-93	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-89	DP3-94	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-90	DP3-95	Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-91	DP3-96	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-92	DP3-97	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-93	DP3-98	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-94	DP3-99	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-95	DP3-100	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2024-2025.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-96	DP3-101	Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2024-2025.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-97	DP3-102	Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2024-2025.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-98	DP3-103	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-99	DP3-104	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-100	DP3-105	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-101	DP3-106	Liste des domaines « .quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-102	DP3-107	Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-103	DP3-108	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2024-2025 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-104	DP3-109	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-105	DP3-110	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-106	DP3-111	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-107	DP3-112	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-108	DP3-113	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-109	DP3-114	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-110	DP3-115	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice du Québec. Fournir une ventilation par année et par axe.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-111	DP3-116	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-112	DP3-117	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-113	DP3-118	Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-114	DP3-119	L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-115	DP3-120	Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-116	DP3-121	Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
NRP3-117	DP3-122	Pour l'année 2024-2025, indiquer : a.La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b.La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c.La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d.Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-118	DP3-123	Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2024-2025, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes : a.Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins; b.Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels; c.Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables; d.Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande; e.L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmit par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception; f.Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-119	DP3-124	Coût horaire moyen des ressources externes, par catégorie d'activité, par année, pour les 10 dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-120	DP3-125	Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-121	DP3-126	Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-122	DP3-127	Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-123	DP3-128	État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-124	DP3-129	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-125	DP3-130	Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-126	DP3-131	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-127	DP3-132	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-128	DP3-133	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'Infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-129	DP3-134	Bilan de l'implantation du PAE du Centre d'acquisitions gouvernementales et prévisions pour 2025-2026.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-130	DP3-135	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 1 - Réduction dépenses TI

Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.

Le volume 1 du Budget de dépenses 2025-2026 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » indique à la page A-7 des actions qui seront initiées dans le cadre de l'examen des dépenses budgétaires en lien avec la gouvernance et gestion des ressources informationnelles gouvernementales, sous la responsabilité du ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Révision des programmes et des contrats

Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.

La révision des programmes consiste à examiner les portefeuilles ministériels ainsi qu'à s'assurer que les dépenses de programmes sont pertinentes et que les programmes sont administrés de manière efficace et efficiente.

Chaque ministère doit planifier annuellement les mesures de révision des programmes à réaliser en privilégiant celles qui contribuent à l'amélioration de la qualité des services aux citoyens.

Les travaux de révision des programmes des ministères font l'objet d'une évaluation par le Secrétariat du Conseil du trésor dans le calcul de leur indice de performance.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2024-2025, ainsi que les résultats.

Aucun comité ne disposant d'un budget.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Dérogations - gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Il n'y a pas de gel d'embauche actuellement, mais bien un gel de recrutement, ce qui signifie qu'il n'est pas possible pour les organismes visés d'intégrer de nouvelles personnes dans la fonction publique. Jusqu'à nouvel ordre, les postes à pourvoir pourront l'être uniquement avec des employés qui font déjà partie de la fonction publique québécoise.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 5 - Économies - gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2024-2025. Fournir une ventilation par ministère.

Il n'y a pas de gel d'embauche actuellement, mais bien un gel de recrutement, ce qui signifie qu'il n'est pas possible pour les organismes visés d'intégrer de nouvelles personnes dans la fonction publique. Jusqu'à nouvel ordre, les postes à pourvoir pourront l'être uniquement avec des employés qui font déjà partie de la fonction publique québécoise.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 6 - Economies - resserrement octroi des subventions

Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2025-2026.

Les résultats publiés aux comptes publics de chacun des exercices incluent globalement l'impact de cette mesure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Unités autonomes - chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Au 31 mars 2024, une unité autonome de services étaient toujours en activité, soit le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports et la Mobilité durable.

Des informations relatives au Centre de gestion de l'équipement roulant et au Fonds de gestion de l'équipement roulant sont publiées au rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère des Transports et la Mobilité durable ([Rapport annuel de gestion 2023-2024](#))

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
 SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 8 - Occasionnels devenus permanents

Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.		
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2024-2025 (avril 2024 à décembre 2024)
Occasionnels	Nombre	24
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	4

Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs**

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2024-2025.

Voici la liste des 100 plus grands fournisseurs, déterminés en fonction de la valeur totale des contrats conclus entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 (en ordre décroissant de valeur).

Numéro	Fournisseur	Numéro	Fournisseur
1	VMware International Unlimited Company	21	DELL CANADA INC.
2	GORDON FOOD SERVICE CANADA LTD.	22	Dynabook Canada Inc.
3	SYSCO CANADA, INC.	23	HEWLETT PACKARD ENTERPRISE CANADA CIE
4	GROUPE COLABOR INC.	24	HYPERTECHNOLOGIE CIARA INC.
5	JOHNSON & JOHNSON INC.	25	ITI INC.
6	Alcon Canada Inc.	26	Lenovo (Canada) Inc.
7	Medtronic Canada ULC	27	LENOVO GLOBAL TECHNOLOGY (CANADA) INC.
8	Cardinal Health Canada inc.	28	LES SYSTÈMES CISCO CANADA CIE
9	Agence Vaisseau inc.	29	Les systèmes Cyberkar inc.
10	Novexco Inc.	30	Les emballages Carrousel Inc.
11	SERVICES DE SÉCURITÉ SPÉCIALISÉE S3-K9 INC.	31	Placement Des Nations YD inc.
12	Softchoice LP	32	BECTON DICKINSON CANADA INC.
13	SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	33	B&D Experts en Recrutement INC.
14	NORTHERN MICRO INC.	34	Innova Sécurité inc.
15	Stryker Canada ULC	35	SOLU T.E.S. INC.
16	Agence Solutions RH INC.	36	Verve Medical Products Inc.
17	ELCO SYSTEMS INC.	37	ORACLE CANADA ULC
18	HP CANADA CIE	38	MEDLINE CANADA, CORPORATION
19	ACER	39	CHARCO INDUSTRIES INC.
20	Asus Computer International	40	Groupe de sécurité Garda SENC

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs**

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2024-2025.

Numéro	Fournisseur	Numéro	Fournisseur
41	SÉCURITÉ 3S	61	La Relève en Force inc.
42	GE SANTÉ TECHNOLOGIES CANADA	62	Spécial Intérim Inc.
43	UNITÉ DE SUPPORT LOGISTIQUE (LSU) INC.	63	SC Johnson Professional
44	PFIZER CANADA SRI	64	HILL-ROM CANADA LTÉE.
45	MED-EXPRESS INC.	65	PHILIPS ÉLECTRONIQUE LTÉE
46	Merck Canada Inc.	66	Clarion Medical Technologies
47	HOLOGIC CANADA ULC	67	9420-4500 Québec inc.
48	MAZOUT G. BELANGER INC.	68	B&M GROUPE SÉCURITÉ Inc.
49	AMO CANADA COMPANY	69	TRIMAX SÉCURITÉ INC.
50	9154-7323 Québec inc.	70	CORPORATION PARKLAND
51	AUTOMOBILES MAURICE PARENT INC.	71	Soins Avicenne Inc.
52	FCA Canada Inc.	72	serviceGEM inc.
53	Ford Du Canada, Limitee	73	SERVICES INFIRMIERS PRO-SOINS INC.
54	General Motors du Canada	74	AGENCE CONTINUUM INC.
55	TOYOTA CANADA INC.	75	S.O.S. INFIRMIÈRE INC.
56	VENTES DE VEHICULES MITSUBISHI DU CANADA, INC.	76	SOINS INTERMÉDIAIRE INC.
57	VOLKSWAGEN GROUP CANADA INC.	77	Énergies Sonic Inc.
58	COMPAGNIE 3M CANADA	78	9162-5327 QUÉBEC INC.
59	7520867 CANADA INC.	79	Agence Accesscare inc.
60	ZIMMER BIOMET CANADA	80	CARL ZEISS CANADA LIMITED

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2024-2025.

Numéro	Fournisseur
81	Assistance Santé Plus Inc.
82	Harfang Santé Inc.
83	MASIMO CANADA ULC
84	Groupe ADR
85	Dubo Electricque Ltée
86	13906779 Canada Inc
87	9282-0752 Québec inc.
88	Agence Nomade inc.
89	CAMFIL CANADA INC.
90	CONVATEC CANADA LTD.
91	MULTI OPTIONS NURSING INC.
92	SOINS DE SANTÉ LE FLEURON INC.
93	AIDEXPRESS INC.
94	EXPERTS-MEDIC SST INC.
95	9104-8306 QUÉBEC INC.
96	Soins Med Inc.
97	Agence Sanitas Inc.
98	PLACEMENT UNI-SOINS Inc.
99	COLOPLAST CANADA CORPORATION
100	AMT SURGICAL

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG**

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2024-2025.

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminée en fonction de la valeur des contrats conclus (regroupements d'achats et achats mandatés) entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 (en ordre décroissant de valeur).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1750508	Main-d'œuvre indépendante	990 000 000,00 \$
1780989	Micro-ordinateurs de table, ordinateurs portables, serveurs x86 et tablettes électroniques pour les parties au regroupement d'achats	600 000 000,00 \$
20005431	Agence de sécurité - secteur santé	468 800 800,00 \$
20031689	Contrat à commandes de logiciels Broadcom (vm)	266 566 650,00 \$
1540259	Implants pour la chirurgie du rachis	235 478 937,76 \$
1815267	Main-d'œuvre indépendante - clientèles nordiques	175 000 000,00 \$
1815964	Produits d'épicerie	172 284 446,34 \$
20024050	Achats de véhicules légers	165 847 613,80 \$
1781850	Produits d'épicerie	106 121 164,13 \$
1826608	Produits d'épicerie	100 151 281,76 \$
1811780	Soins de plaies avancés	74 449 598,40 \$
1757454	Ophtalmologie - cataracte - lentilles	72 000 000,00 \$
1813684	Équipements audiovisuels et solutions numériques interactives	69 864 081,00 \$
1807670	Médicaments - partiel	64 253 065,32 \$
1794922	Combustibles	62 637 725,86 \$
1857442	Champs opératoires et ensembles personnalisés	58 067 480,28 \$
1804636	Papier d'impression haut volume	52 427 404,35 \$
20002915	Vaisselle et accessoires de cuisine jetables	48 594 878,67 \$
1858516	Contrat à commandes de logiciels Microsoft éducation	46 953 000,00 \$
1806516	Ophtalmologie - cataracte - ensembles personnalisés	45 230 189,08 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2024-2025.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1791060	Transport de colis et messagerie	45 183 569,63 \$
1804458	Fournitures de soins personnels	41 361 051,13 \$
1822188	Médicaments - partiel	38 602 086,83 \$
1856478	Moniteurs de signes vitaux, saturomètres et capnographies	37 719 448,38 \$
20046855	Contrat à commandes de logiciels oracle produits technologiques	34 000 000,00 \$
1814617	Fournitures médicales spécialisées	27 518 806,60 \$
20000869	Analyseur d'hémocultures	24 376 610,68 \$
20007235	Produits biologiques (vaccin antipneumococcique 20-valent conjugué)	24 000 000,00 \$
1730802	Fournitures de soins	23 878 309,73 \$
20000702	Vaccins antipneumococciques	23 285 020,00 \$
1823489	Automates de cytologie en milieu liquide	22 481 751,96 \$
1850295	Acquisition de sacs de plastique à déchets	21 710 970,36 \$
1847842	Distribution des vaccins programme Québec immunisation	20 433 317,00 \$
20006244	Équipements pédagonumériques – biens qualifiés	18 715 273,79 \$
1845684	Approvisionnement de denrées alimentaires	17 868 109,92 \$
1814061	Viandes diverses	17 594 500,50 \$
1809622	Fournitures de laboratoire pour les universités	17 559 535,94 \$
1791820	Vaisselle et accessoires de cuisine réutilisables	17 398 967,67 \$
20001551	Gaz médicaux et industriels en cylindre	17 127 030,00 \$
1757453	Ophtalmologie : chirurgie de la cataracte	16 851 444,12 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2024-2025.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1741996	Fournitures de radiologie	16 616 394,22 \$
20012637	Tables d'opération et accessoires	16 356 214,80 \$
1809019	Appareil mobile de radioscopie détecteur plat	15 749 236,00 \$
1719085	Échographe pour radiologie (polyvalent-vasculaire)	14 246 566,00 \$
1788334	Cueillette et élimination des matières dangereuses	14 175 251,57 \$
1690061	Hygiène des mains	13 694 346,66 \$
1831898	Fournitures et équipements électriques	13 652 662,00 \$
1857660	Prothèses orthopédiques hanches, genoux et épaules	13 496 448,70 \$
1839252	Filtres à air pour les conduits de ventilation	13 209 832,29 \$
1791415	Hygiène des mains	12 849 157,53 \$
1790941	Aide technique - maintien à l'autonomie	12 819 124,20 \$
1773396	Contenants pour déchets biomédicaux	11 842 810,89 \$
1785452	Bas élastiques et jambières de compression	11 604 007,08 \$
1803615	Réalisation de campagnes publicitaires et d'activités de communication inférieures à 750 000 \$	10 000 000,00 \$
20008473	Formulaires médicaux imprimés	9 608 988,41 \$
1750875	Gants de chirurgie	9 452 500,53 \$
1828703	Électrochirurgie à l'énergie avancée volet hybride	8 857 442,00 \$
1778261	Dispositifs de prélèvement	8 429 712,38 \$
1772573	Ophthalmologie - cataracte - produits viscoélastiques	7 918 875,00 \$
20016594	Distribution vaccins programme québécois immunisation	7 747 422,61 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG**

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2024-2025.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1787631	Contenants pour déchets biomédicaux	7 630 559,04 \$
20018167	Entretien des groupes électrogènes	7 559 337,00 \$
1802948	Lits spécialisés	6 040 488,49 \$
1764960	Analyseur biochimie et immunologie - Chaudière-Appalaches	5 854 114,00 \$
20013515	Fournitures et moniteurs à glycémie	4 972 826,25 \$
20042695	Implants pour la chirurgie orthopédique - trauma	4 734 935,18 \$
20011862	Fournitures d'hémodialyse (en unité de soins)	4 615 593,33 \$
20009558	Champs opératoires et ensembles personnalisés	4 211 079,50 \$
1719523	Écrans d'imagerie médicale	4 139 513,50 \$
20013513	Glucomètres avec connectivité et bandelettes d'analyse	4 040 200,00 \$
1841912	Réalisation de campagnes publicitaires et d'autres activités de communication pour un client du CAG (SCF)	3 900 000,00 \$
1818361	Défibrillateur externe automatisé (DEA) - grand public	3 281 097,93 \$
1841914	Réalisation de campagnes publicitaires et d'autres activités de communication pour un client du CAG (MTMD)	2 520 000,00 \$
1831960	Hémodialyse en établissement	2 443 244,76 \$
1776668	Solution infonuagique « Logiciel-service » pour la fonction d'enquête pour la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	2 277 127,96 \$
1770069	Gaz anesthésiants	2 170 546,00 \$
1844045	Réalisation de campagnes publicitaires et d'activités de communication pour un client du CAG (Régie du bâtiment du Québec)	2 100 000,00 \$
1822127	Travaux en développement des systèmes et soutien à la gouvernance des RI pour le CAG	2 022 090,00 \$
1811550	Acquisition, installation et entretien systèmes d'accès, d'alarme, vidéosurveillance et communication IP pour le MAPAQ	1 800 000,00 \$
20042893	Implants pour la chirurgie cranio-maxillo-facial	1 147 497,59 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG**

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2024-2025.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1791857	Portail de revalorisation des biens et enchères en ligne pour le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG)	925 000,00 \$
1765377	Services professionnels en sécurité de l'information pour la FADQ	812 775,00 \$
20021862	Véhicule électronique de gestion des achats médias et des statistiques (VEGAS) - infonuagique outils collab ges chgmt - CAG	640 900,00 \$
20004073	Offres infonuagiques de collaboration et bureautique licences SALESFORCE pour le CAG	622 925,21 \$
20003132	Équipements pédagonumériques – biens en concurrence	539 569,07 \$
1771466	Fournitures pour test d'ajustement qualitatif de masque n95	460 337,95 \$
1767393	Chariot télésanté type lourd	415 186,45 \$
20003856	Consommables de laboratoire pour analyses prions pour le MAPAQ	377 450,85 \$
1836331	Mobilier de bureau pour les bureaux de Longueuil pour la CPTAQ	357 000,00 \$
1838292	Mobilier de bureau pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)	294 320,00 \$
20003692	Solution de suivi des demandes de la clientèle CAG solutions infonuagiques d'outils de collaboration bureautique (CAG)	200 916,00 \$
20026784	Mobilier de bureau pour la CAI	180 000,00 \$
20005120	Contrat de Licence et d'Abonnement - Edilexpert pour le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG)	167 633,28 \$
20041942	Acquisition matériel et produit - frais accessoires	116 201,98 \$
1838728	Véhicules hybrides neufs ou usagés à traction intégrale 7 passagers pour le MTMD	111 200,00 \$
20030778	Acquisition d'unités de stockage (SAN) pour la Commission d'accès à l'information du Québec (CAI)	110 000,00 \$
s.o.	Réalisation de l'évaluation de l'efficacité et de la performance pour le CAG	106 100,00 \$
20012869	Services-conseils pour la mise en place d'une salle de pilotage pour le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG)	100 000,00 \$
20010267	Services-conseils pour les RA en fournitures médicales spécialisés pour le CAG	94 280,00 \$
1815579	Système photographique numérique moyen format pour le Centre de conservation du Québec (CCQ) du MCC	90 000,00 \$
Total 2024-2025 (au 31 janvier 2025) :		4 708 903 160,17 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 – Proportion des acquisitions

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales fournir la proportion des acquisitions faites auprès d'entreprises québécoises, d'entreprises canadiennes et d'entreprises provenant de l'extérieur du Québec pour 2024-2025.

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des contrats d'approvisionnement en biens, pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Exercice financier	Québec	Hors Québec	Canada
2024-2025	51,40 %	48,60 %	90,96 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Proportion des acquisitions – Montréal

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Montréal pour 2024-2025.

Voici la proportion des acquisitions faites auprès de fournisseurs situés dans la région administrative de Montréal par rapport au nombre total de fournisseurs québécois ayant conclu des contrats **entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025**.

Exercice financier	Taux
2024-2025	34,50 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Proportion des acquisitions – Québec

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Québec pour 2024-2025.

Voici la proportion des acquisitions faites auprès de fournisseurs situés dans la Capitale-Nationale* par rapport au nombre total de fournisseurs québécois ayant conclu des contrats **entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025**.

Exercice financier	Taux
2024-2025	11,91 %

**Les données sont compilées en fonction de la région administrative de la Capitale-Nationale.*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - Proportion des acquisitions – régions**

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font en dehors de ladite région pour 2024-2025.

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des consommations, effectuée par les clients de chaque région administrative auprès de fournisseurs des différentes régions **entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025**.

RÉGION des clients	Provenance des fournisseurs				TOTAL hors de la région
	Québec - dans la région	Québec - hors de la région	Canada - Autres Provinces	Hors Canada	
01 - Bas-Saint-Laurent	0,28 %	78,45 %	21,08 %	0,19 %	99,72 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	2,59 %	64,08 %	33,09 %	0,24 %	97,41 %
03 - Capitale-Nationale	6,96 %	70,66 %	22,00 %	0,38 %	93,04 %
04/17 - Mauricie/Centre du Québec	1,84 %	74,28 %	23,73 %	0,15 %	98,16 %
05 - Estrie	3,25 %	70,26 %	26,35 %	0,14 %	96,75 %
06 - Montréal	48,69 %	30,22 %	21,10 %	0,00 %	51,31 %
07 - Outaouais	2,20 %	72,76 %	25,04 %	0,00 %	97,80 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	3,08 %	80,49 %	16,43 %	0,00 %	96,92 %
09 - Côte-Nord	0,00 %	92,18 %	7,74 %	0,08 %	100,00 %
10 - Nord-du-Québec	0,00 %	91,50 %	8,50 %	0,00 %	100,00 %
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0,04 %	87,49 %	12,45 %	0,03 %	99,96 %
12 - Chaudière-Appalaches	6,56 %	73,46 %	19,60 %	0,38 %	93,44 %
13 - Laval	3,87 %	81,32 %	14,82 %	0,00 %	96,13 %
14 - Lanaudière	0,89 %	65,55 %	33,57 %	0,00 %	99,11 %
15 - Laurentides	7,73 %	63,69 %	28,58 %	0,00 %	92,27 %
16 - Montérégie	8,20 %	73,78 %	18,02 %	0,00 %	91,80 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Proportion des acquisitions - hors Québec

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font auprès d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec pour 2024-2025.

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des consommations, effectuée par les clients de chaque région administrative auprès d'entreprises hors Québec **entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025**.

Région	Taux
01 - Bas-Saint-Laurent	21,35 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	33,59 %
03 - Capitale-Nationale	22,58 %
04/17 - Mauricie/Centre-du-Québec	24,04 %
05 - Estrie	26,77 %
06 - Montréal	21,36 %
07 - Outaouais	25,08 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	16,46 %
09 - Côte-Nord	7,82 %
10 - Nord-du-Québec	8,51 %
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12,49 %
12 - Chaudière-Appalaches	20,10 %
13 - Laval	14,84 %
14 - Lanaudière	33,73 %
15 - Laurentides	28,61 %
16 - Montérégie	18,07 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 - Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces

Comparaison des écarts salariaux en 2024-2025 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.

L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : : [Médecins | ICIS \(cihi.ca\)](https://www.cihi.ca/fr/medecins). Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée [Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017](#), est accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf

Enfin, la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) publie sur son site Internet des informations sur la facturation moyenne des médecins spécialistes et omnipraticiens : [Données sur les programmes administrés par la RAMQ](#)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 – Mise en place AMP

État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.

Classe d'emploi	Nombre d'employés
Encadrement*	24
Professionnels	136
Personnel de bureau et techniciens	54
Total	214

* La classe d'emploi « encadrement » inclut les deux hauts dirigeants

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 18 - Ecart salariaux TI

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emplois.

L'information sur les écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et les employés du secteur privé se trouve dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés*, disponible sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec : <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-salaries-etat-evolution-compare-2024.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 19 - Programmes gouvernementaux depuis 2003

Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1^{er} octobre 2018.

Le volume 1 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » du Budget de dépenses 2025-2026 présente un bilan général des réalisations relativement à la gestion des programmes gouvernementaux. Les renseignements relatifs aux programmes budgétaires des portefeuilles ministériels figurent au volume 3 « Crédits et dépenses de portefeuilles » du Budget de dépenses 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Optimisations des ressources reçues par le SCT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2024-2025. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.

Le volume 1 du Budget de dépenses 2025-2026 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » présente le résultat des actions envisagées aux sections « L'examen des dépenses budgétaires » et « La discipline budgétaire ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 21 - Penalties contractuelles

Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.

Aucune pénalité n'a été appliquée pour 2024-2025 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Note : Le Centre de services partagés du Québec (CSPO) a été dissout le 1^{er} septembre 2020.
Infrastructures technologiques Québec (ITQ) a été dissout le 1^{er} janvier 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Programmes de financement ou de subventions

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2024-2025, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.

Subventions accordées par le SCT en 2024-2025 :

Organismes	Montant
Programme 1 : Soutien au conseil du trésor	
Université Laval	200 000 \$
Programme 2 : Soutien aux fonctions gouvernementales	
Autorité des marchés publics	33 437 400 \$
Centre d'acquisitions gouvernementales	32 763 200 \$
École nationale d'administration publique	1 667 500 \$
Forum des jeunes de la fonction publique	168 500 \$
Programme 6 : Soutien aux infrastructures gouvernementales	
Société québécoise des infrastructures	3 600 000 \$
Programme 7 : Promotion et développement de la Capitale Nationale	
Secrétariat de la capitale nationale	20 700 000 \$
Commission de la capitale nationale du Québec	17 408 600 \$
Total	109 945 200 \$

En date du 31 janvier 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 23 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

Le CAG ne participe à aucun comité interministériel qui requiert un budget ou engendre des coûts.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 24 – Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs *	ETC
Professionnels	21	20,52
Techniciens et assimilés	3	3
Total	24	23,52

* Données au 31 janvier de l'année financière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Taux de rétention CAG

Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.

Taux de rétention* par catégorie d'emploi	2024-2025**
Cadres	85,3 %
Professionnels	88,1 %
Techniciens et assimilés	85,8 %
Personnel de bureau	83,3 %
Ouvriers	100,0 %
Taux global	87,2 %

* Le taux de rétention est la proportion du personnel en poste dans l'année visée (incluant les embauches) par rapport aux personnes ayant quitté le CAG pour des motifs de mutation (départ) et de démission.

** Données au 31 janvier de l'année financière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 26 – Pénalités contractuelles

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, aucune pénalité contractuelle n'a été appliquée aux contrats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27 – Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

Pour 2024-2025, le coût horaire moyen des ressources externes du CAG est de 162,84 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 28 - Contrats gouvernementaux conclus au Québec

Quelle est la proportion de la valeur des contrats gouvernementaux conclus avec des entreprises d'ici ? a. Quels sont les seuils exigés de contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux ? b. Quelle est la proportion des contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux conclus ? c. Quelle est la stratégie de remplacement des produits étrangers ?

L'information recherchée se retrouve dans le document "2023-2024 - Statistiques sur les contrats des organismes publics" disponible à l'adresse suivante:
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/faire_affaire_avec_etat/rapport_statistique_2324.pdf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 29 - Contrats gouvernementaux avant Strategie des marches publics

Le dernier document à jour sur ce sujet indique que « 52 % de la valeur des contrats en approvisionnement conclus avec des contractants du Québec ». Quelle était la proportion avant l'implantation de la stratégie ? a. Quelle est la cible pour la prochaine année ? b. Quels outils ou formations ont été développés pour accompagner les approvisionneurs publics ?

La mesure de départ de la Stratégie était de 38% (2019-2020).
Au terme de la Stratégie, en 2025-2026, la cible est de 50%.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30 - Certification produit québécois

Est-ce que les marques de certification existantes, comme Les Produits du Québec ou Aliments du Québec, sont reconnues dans les processus d'approvisionnement du gouvernement ? a. Si oui, parmi les contrats octroyés, lesquels l'ont été à des entreprises détenant des certifications qui garantissent la provenance des produits comme Les Produits du Québec et Aliments du Québec ?

Dans le cadre des différents accords commerciaux applicables aux marchés publics québécois, il n'est pas possible de discriminer les produits en fonction de leur provenance.

Toutefois, pour les contrats octroyés sous les seuils des accords commerciaux, les donneurs d'ouvrage sont libres de définir leurs besoins et pourraient exiger des certifications spécifiques, telles Produits du Québec ou Aliments du Québec.

Ces informations ne sont toutefois pas compilées dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 31 - Mise en place - Tremplin aux contrats publics

Où en est le gouvernement quant à la mise en place d'un Tremplin aux contrats publics, annoncé dans la Stratégie des marchés publics (2022) ? a. Quels sont les critères prédéterminés permettant à une entreprise d'accéder à la liste d'entreprises soumise aux organismes publics ? b. Est-ce possible d'avoir accès à cette liste ? Si oui, l'inclure. c. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?

La liste des entreprises mentionnée dans la Stratégie a été intégrée dans le Répertoire des fournisseurs.

Le Répertoire des fournisseurs est un outil intégré au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO). Tous les fournisseurs inscrits au SEAO sont invités à compléter leur profil dans le Répertoire des fournisseurs.

Le profil d'un fournisseur inclut certaines caractéristiques notamment : si leur siège social est au Québec et s'ils ont plus ou moins de 250 employés, la région administrative et MRC de leurs établissements d'affaires, leurs caractéristiques en lien avec l'acquisition responsable et leurs certifications. Les fournisseurs peuvent également manifester leur intérêt à obtenir un premier contrat public (sous les seuils d'appel d'offres public) et indiquer s'ils ont obtenu des contrats publics au cours des 5 dernières années.

Les donneurs d'ouvrage ont accès à ces critères pour rechercher des fournisseurs.

À ce jour, environ 34 000 fournisseurs sont inscrits dans le répertoire des fournisseurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 32 - Critères - Répertoire des fournisseurs

Quels sont les critères permettant à une entreprise d'accéder au Répertoire des fournisseurs prévu dans la Stratégie des marchés publics ? a. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?

Le Répertoire des fournisseurs est un outil intégré au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO). Tous les fournisseurs inscrits au SEAO sont invités à compléter leur profil dans le Répertoire des fournisseurs.

Le profil d'un fournisseur inclut certaines caractéristiques notamment : si leur siège social est au Québec et s'ils ont plus ou moins de 250 employés, la région administrative et MRC de leurs établissements d'affaires, leurs caractéristiques en lien avec l'acquisition responsable et leurs certifications. Les fournisseurs peuvent également manifester leur intérêt à obtenir un premier contrat public (sous les seuils d'appel d'offres public) et indiquer s'ils ont obtenu des contrats publics au cours des 5 dernières années.

Les donneurs d'ouvrage ont accès à ces critères pour rechercher des fournisseurs.

À ce jour, environ 34 000 fournisseurs sont inscrits dans le répertoire des fournisseurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 33 - Proportion achats québécois par ministère

Quelle est la proportion d'achats québécois par les ministères suivants : a. Transports et mobilité durable b. Éducation c. Enseignement supérieur d. Santé et Services sociaux e. Cybersécurité et numérique

Proportion des contrats publics (approvisionnement, services, travaux de construction et technologies de l'information) conclus par les ministères ciblés avec des contractants du Québec *
 Période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024

Source : Publications du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) des ministères ciblés considérées dans le document « Statistiques sur les contrats des organismes publics 2023-2024 »

Ministère	Contractants du Québec				Contractants à l'extérieur du Québec				Total	
	Nombre	Proportion	Valeur	Proportion	Nombre	Proportion	Valeur	Proportion	Nombre	Valeur
Transports et Mobilité durable	1 743	94%	5 627 M\$	99%	111	6%	60 M\$	1%	1 854	5 687 M\$
Santé et Services sociaux	140	95%	111 M\$	7%	8	5%	1 531 M\$	93%	148	1 642 M\$
Cybersécurité et Numérique	101	69%	428 M\$	83%	45	31%	90 M\$	17%	146	518 M\$
Éducation	172	98%	80 M\$	89%	3	2%	10 M\$	11%	175	90 M\$
Enseignement supérieur	37	86%	15 M\$	98%	6	14%	285 505	2%	43	15 M\$
Total général	2 193	93%	6 261 M\$	79%	173	7%	1 691 M\$	21%	2 366	7 952 M\$

* La provenance des contractants est déterminée par l'adresse inscrite au SEAO dans chaque publication des contrats.

Le résultat du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est affecté par le contrat de Dossier Santé Numérique d'une valeur de 1,5 G\$ conclus avec une entreprise située à l'extérieure du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 34 - Investissements pour la construction de maisons des aînés

Liste des contrats accordés aux entreprises locales par ministère.

Les informations recherchées sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur les sites des ministères.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 35 - Contrats publics bénéficiant de la marge préférentielle

Combien de contrats publics ont bénéficié de la marge préférentielle, selon laquelle un pourcentage permet de compenser et de favoriser des considérations environnementales et écoresponsables dans l'application du principe de plus bas soumissionnaire ? À combien se chiffraient ces contrats ?

Nombre et valeur des contrats publics conclus suite à un appel d'offres public adjudgé sur le principe de prix le plus bas dans lesquels une marge préférentielle a été prévue pour le développement durable et l'environnement au lancement de l'appel d'offres

Période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024

Marge préférentielle PRÉVUE	
Nombre	Valeur
207	608 M\$

Source : Publications SEAO considérées dans le document Statistiques sur les contrats des organisme publics 2023-2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 36 - Critères - bonification de stratégies d'acquisition actuelles

Le 24 février dernier, la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Sonia LeBel, a annoncé que le gouvernement du Québec allait resserrer les règles régissant les acquisitions des ministères et organismes publics, entre autres sur les plateformes d'achat en ligne afin de renforcer encore davantage l'achat québécois et de réduire la dépendance envers les marchés extérieurs. Il était entre autres mentionné que les stratégies d'acquisition actuelles seront rapidement bonifiées pour inclure des critères pouvant favoriser davantage les entreprises d'ici, par exemple l'empreinte carbone ou la responsabilité sociale. a. Quels seront les autres critères qui guideront l'achat québécois ?

Les stratégies d'acquisition responsable reposent sur la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et économiques au moment de définir le besoin d'acquisition et lors de l'évaluation de la qualité de ces acquisitions.

Aussi, les organismes publics sont invités à bonifier leurs stratégies d'acquisition dans le but de renforcer l'achat québécois. Ces stratégies peuvent prendre diverses formes, par exemple :

- Critères d'approvisionnement responsables ;
- Marges préférentielles en développement durable ou en assurance qualité ;
- Appels d'offres régionalisés ;
- Allotissement ;
- Réserver un appel d'offres aux petites entreprises québécoises ou autrement canadiennes ;
- Exiger des biens, services et travaux de construction québécois ou autrement canadiens.

Le secrétariat du Conseil du trésor accompagne les organismes publics à cet égard.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 – Révision de programmes et budget

Fournir la révision des dépenses de programmes pour 2023-2024 par rapport au budget 2024-2025, incluant tous les détails et une ventilation de chacune des dépenses. Préciser, pour chaque dépense, si la révision est récurrente.

La récurrence de la révision de programmes 2023-2024 est reflétée au Budget de dépenses 2025-2026.

